



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**
Unité inter-départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2024-0273 du **13 NOV. 2024**

Autorisation environnementale

Société SNC Carrière de Saint-Denis
relatif à l'exploitation d'une carrière de roches massives
située aux lieux-dits « la Ragainière », « le Fresne » et « Montmartin »
sur les communes de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, en particulier ses livres 1^{er}, 4 et 5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté interministériel en date du 08 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** les données brutes de biodiversité accessibles au public sur la plateforme de dépôt légal Depobio ;
- VU** le schéma régional des carrières des Pays de la Loire approuvé par l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;
- VU** le SAGE Sarthe aval approuvé par arrêté préfectoral le 10 juillet 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°08-5578 du 31 octobre 2008 autorisant la société SNC Carrières Saint-Denis à poursuivre l'exploitation de carrières sur le territoire des communes de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne ;
- VU** la demande présentée le 23 décembre 2021, complétée le 19 décembre 2022 par la société SNC Carrières Saint-Denis-d'Orques, dont le siège social est situé dans la ZA du Champ Blanchard – Distré 49 400 Saumur en en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, après renouvellement et extension, la carrière de Saint-Denis-d'Orques, ses installations de traitement de matériaux et une station de transit de matériaux inertes extérieurs sur les communes de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne aux lieux dits « la Ragainière » « le Fresne » et « Montmartin » ;
- VU** la demande en date du 23 décembre 2021 (complétée le 19 décembre 2022) par laquelle la société SNC Carrières Saint-Denis-D'Orques sollicite de pouvoir accueillir des déchets (K3+) présentant des surconcentrations d'origine naturelle et de réviser les valeurs limites des crières à respecter par les déchets non dangereux inertes qui seront remblayées pour le remblayage de la carrière ;
- VU** le dossier de demande de dérogation à l'article L.411-1 du code de l'environnement déposé par la société SNC CARRIÈRE DE SAINT DENIS le 03 janvier 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCPPAT 2022-0362 du 30 décembre 2022 prolongeant de 4 mois la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale ;
- VU** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 20 février 2023 et la réponse du pétitionnaire du 23 juin 2023 ;
- VU** la décision n° E23000193172 en date du 23 octobre 2023 du président du tribunal administratif de Nantes portant désignation du commissaire enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCPPAT 2023-0263 en date du 21 décembre 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 18 janvier au 20 février 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCPPAT 2024-027 en date du 2 février 2024 ordonnant la prolongation de l'organisation d'une enquête publique jusqu'au 27 février 2024 ;
- VU** les publications en date des 02 janvier 2024, 18 janvier 2024 et 13 février 2024 de ces avis dans deux journaux locaux ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le registre d'enquête, les observations du public, le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2024-0183 du 11 juillet 2024 prolongeant de 4 mois la phase de décision de la demande d'autorisation environnemental ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Avessé, Blandouet-Saint-Jean, Brûlon, Cossé-en-Champagne, Saint-Denis-d'Orques, Viré-en-Champagne, l'avis de la communauté de communes LBN communauté et l'absence d'avis des communes de Bannes et de Thorigné-en-Charnie ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU l'avis du conseil national de la protection de la nature du 19 avril 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis du conseil national de la protection de la nature reçu en juin 2023 présenté par la société SNC CARRIÈRE DE SAINT DENIS ;

VU l'avis en date du 04 octobre 2024 des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites formation « carrières » conformément à l'article R 181-39 du code de l'environnement ;

VU le rapport et les propositions de la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), inspection des installations classées, en date du 20 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que la société SNC Carrière de Saint Denis demande une dérogation à l'interdiction d'une part de destruction d'habitats de repos et de reproduction d'espèces animales protégées et d'autre part de la capture, de l'enlèvement, de la destruction ou de la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L.411-2 I-4° du Code de l'environnement permettent, dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publique ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement, de déroger à cette interdiction à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable des espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que le renouvellement et l'extension de la carrière de roches massives de Saint-Denis répond à une raison impérative d'intérêt public majeur dans la mesure où il s'agit du seul gisement de dolérites exploitable en région Pays-de-Loire, que la carrière se situe dans une zone concentrant de gros besoin en matériaux et qu'elle répond à environ 45% des granulats de roches massives dans la Sarthe, et que son

exploitation est ainsi indispensable pour répondre aux besoins dans ces matériaux et satisfaire l'accroissement de la demande en infrastructures, logements et équipements ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de solution alternative satisfaisante pour la destruction des habitats de repos et de reproduction des espèces animales protégées impactées ou la capture, l'enlèvement, la destruction ou la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi sont proposées par le bénéficiaire et qu'elles sont complétées par les prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été communiqué par le préfet au pétitionnaire par courrier du 16 octobre 2024 et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observations par courriel du 21 octobre 2024 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Société SNC Carrière de Saint-Denis désignée ci-après « l'exploitant » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées aux articles 1.2 du présent arrêté sur le territoire des communes de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne aux lieux dits « la Ragainière » « le Fresne » et « Montmartin »

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

La présente autorisation tient lieu :

- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;

Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas contraires ou régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

exploitation est ainsi indispensable pour répondre aux besoins dans ces matériaux et satisfaire l'accroissement de la demande en infrastructures, logements et équipements ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de solution alternative satisfaisante pour la destruction des habitats de repos et de reproduction des espèces animales protégées impactées ou la capture, l'enlèvement, la destruction ou la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi sont proposées par le bénéficiaire et qu'elles sont complétées par les prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été communiqué par le préfet au pétitionnaire par courrier du 16 octobre 2024 et que celui-ci indiqué ne pas avoir d'observations par courrie du 21 octobre 2024 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Société SNC Carrière de Saint-Denis désignée ci-après « l'exploitant » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées aux articles 1.2 du présent arrêté sur le territoire des communes de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne aux lieux dits « la Ragainière » « le Fresne » et « Montmartin »

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

La présente autorisation tient lieu :

- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 ;

Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas contraires ou régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 Nature des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique prévue	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie : 160 ha 55 a 82 ca (dont 88,9 ha en extraction) Production maximale : 1,5 M de tonnes/an Production moyenne : 1,2 M de tonnes/an	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels et artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et la rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 200kW.	Puissance installée de l'ensemble des installations fixes : 3100 Kw Puissance installée de l'ensemble des installations mobiles : 200 Kw.	E
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	Installations de stockage de matériaux inertes extérieurs : 15 ha Capacité totale maximale de stockage pour les déchets inertes : 6 500 000 tonnes, pour les déchets K3+ : 240 000 tonnes.	E
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000m ² .	Stockage de matériaux inertes externes en attente de mise en remblai sur environ 5000 m ² .	D
2710-1	Installation de collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Quantité stockée maximale de 4 tonnes.	DC

L'exploitation de la rubrique 2510 est autorisée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.2.0-1	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume prélevé total étant Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Pompage d'exhaure de fonds de carrière pour un volume d'eau maximal prélevé dans la nappe souterraine de 55 000 m ³ /an	D
2.1.5.0-1	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol et dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha.	Surface totale du projet : 160,6 ha	A
3.1.2.0-1	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure à 100 m.	Dérivation du ruisseau du Treulon sur 450 mètres linéaire Dérivation du ruisseau de Montmartin de 650 mètres linéaire (longueur cumulée de 1 100 m).	A
3.1.5.0-1	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochets : - Destruction de plus de 200 m ² de frayères	Destruction du lit mineur du Treulon et du ruisseau de Montmartin sur une surface cumulée de 5 500 m ² .	A
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m.	Consolidation en enrochements des berges du ruisseau du Treulon sur une longueur de 30 mètres	D
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau pour une surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² .	Destruction du lit mineur du Treulon sur une surface de 3 100 m ² Destruction du lit mineur du ruisseau de Montmartin sur 2 400 m ²	A

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
3.3.1.0-1	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation de zones humides ou de marais, la zone humide asséchée ou mise en eau étant supérieure à 1 ha.	Surface de 6, 91 ha de zones humides asséchée.	A
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou : dont la superficie est supérieure ou égale à 3ha.	1 plan d'eau de 47 ha (secteurs de Ragainière et du Fresne) 1 plan d'eau de 16 ha (secteur de Montmartin)	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	4 piézomètres 1 puisard	D

A (Autorisation) D (Déclaration)

Article 1.2.3. Situation de l'établissement

L'exploitation autorisée se situe sur les communes de Saint-Denis-D'Orques et de Viré-en-Champagne.

	sections	Lieux dits
Saint-Denis-D'Orques	ZW, ZX et ZV	La Cosnuère, Le Genetay, Montsimer, Champ de Montsimer, la Ragainière, Le Pré du Haut, le Pré du Bas, Montmartin, La Guétrière, le Fresne.
Viré-en-Champagne	ZC	Le Pré de la Jaretière

L'autorisation concerne les parcelles listées en annexe 1 du présent arrêté.

L'autorisation porte sur une superficie totale de 160,60 hectares, pour une surface totale d'extraction de matériaux d'environ 88,90 hectares.

L'autorisation porte sur le périmètre d'autorisation indiqué à l'annexe 2 du présent arrêté.

L'emprise de la station de transit des déchets inertes, localisée sur le plan en annexe est de 15 hectares environ ; La cote limite de remblais ne dépasse pas + 85 mètres NGF.

Article 1.2.4. Productions, tonnages et capacités autorisés

La production maximale annuelle n'excède pas 1 500 000 tonnes. La production moyenne annuelle moyenne n'excède pas 1 200 000 tonnes.

Article 1.2.5. Principaux des équipements connexes des installations

Sont présents au niveau de l'établissement en tant que besoin :

Les installations de traitement des matériaux fixes et mobiles :

- un poste primaire de concassage localisé à un niveau intermédiaire dans la zone d'extraction ;
- un poste secondaire et tertiaire qui se trouvent sur la plate-forme technique ;
- une installation de lavage de gravillons et de production de produits recomposés
- une unité mobile de concassage ;

Les installations annexes à la carrière :

- trois bassins de décantation en série récupérant et traitant les eaux de lavage des matériaux, à des fins de réutilisation ;
- une aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbures sur l'aire de ravitaillement ;
- un stockage enterré de GNR (40 m³) pour ravitaillement des engins ;

CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages, travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase et au plan de remise en état, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les compléments fournis en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière au titre de la rubrique 2510-1 est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations au moins 6 mois avant celle-ci.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée au moins 6 mois avant l'échéance de la durée de 30 années. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 Garanties financières

Article 1.5.1. Montants et établissement des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées ci-après de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la mise en sécurité du site.

Le montant des garanties financières est calculé selon le mode de calcul forfaitaire prévu par l'arrêté ministériel du 24/12/2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières. Le calcul a été réalisé pour une TVA de 20 % et un indice TP01 de 129,8 (juin 2024).

Phasage d'exploitation concerné	Période	Montant des garanties financières
Phase 1	n à n+4	1 293 835 € TTC
Phase 2	n+5 à n+9	1 124 464 € TTC
Phase 3	n+10 à n+14	1 133 297 € TTC
Phase 4	n+15 à n+19	1 146 260 € TTC
Phase 5	n+20 à n+44	1 070 930 € TTC
Phase 6	n+25 à n+29	1 053 668 € TTC

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, ainsi qu'au moins trois mois avant leur échéance lors de leur renouvellement, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.2. Actualisation du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

CHAPITRE 1.6 Modifications et cessation d'activité

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.3. Cessation d'activité

L'exploitant procède à la cessation d'activité conformément aux dispositions du code de l'environnement, notamment les articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement, les usages futurs à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont :

un usage de renaturation correspondant à :

- la revégétalisation des fronts,

- la création de 2 plans d'eau indépendants par arrêt des pompages d'exhaure dans les deux fosses d'extraction partiellement remblayées au cours de l'exploitation du site :

le premier regroupe les secteurs de la Raganière et du Fresne pour une surface de 47 ha environ, avec une cote maximale stabilisée à 63 m NGF,

le second est naturellement créé au droit de la zone d'extraction de Montmartin, d'une surface de 16 ha environ et pour une cote stabilisée à 73 m NGF,

Tous les aménagements à vocation naturelle et paysagère créés pendant les phases d'exploitation du site (merlons paysagers, haies, prairies humides) sont conservés.

- un usage agricole concernant le secteur nord ayant accueilli en remblais les matériaux inertes d'origine extérieure (environ 15 ha).

Le CR 79 dit « de la Raganière » n'est pas rétabli en fin d'exploitation.

CHAPITRE 1.7 Réglementation

Article 1.7.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (**liste non exhaustive**) :

Date	Référence des textes généraux applicables
-22/09/1994	Arrêté modifié relatif aux exploitations de carrières,
-26/11/2012	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517,
-09/02/2004	Arrêté modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
-30/12/1999	Arrêté relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
-12/12/2014	Arrêté relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
-23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
-31/05/2021	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du Code de l'environnement,
-21/12/2021	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R541-45 du Code de l'environnement,

Date	Référence des textes généraux applicables
-31/01/2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,
-27/10/2011	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement,
-11/03/2010	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère,
-31/05/2021	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments.
-03/07/2024	Arrêté modificatif relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement,

Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle ne vaut pas permis de construire.

Article 1.7.3. Dispositions diverses

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 Principes généraux

Article 2.1.1. Mise en application du présent arrêté

Dans un délai de 6 mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Article 2.1.2. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

Article 2.1.3. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

Article 2.1.4. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement) (produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants).

CHAPITRE .2.2 Surveillance

Article 2.2.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Article 2.2.2. Surveillance environnementale des émissions

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.3 Danger ou Nuisances Non prévus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 Déclaration des Incidents ou accidents

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis, sous 15 jours, par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5 Programme de surveillance

Article 2.5.1. Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, pour l'ensemble des polluants réglementés, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence est défini dans la suite du présent arrêté pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement.

Pour la surveillance des effluents gazeux et des effluents aqueux, l'exploitant utilise les méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les analyses dans l'eau et dans l'air sont réalisées conformément aux méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Article 2.5.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.5.3. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les actions correctives sont mises en œuvre lorsque les résultats des mesures laissent présager des risques ou des inconvénients pour l'environnement ou le non-respect des valeurs limites réglementaires.

Les résultats de la surveillance des émissions ou des effets sur l'environnement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ou transmis suivant les fréquences prescrites dans le présent arrêté.

CHAPITRE 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans d'exploitation et de réseaux tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.
- les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 Bilans périodiques

Article 2.7.1. Déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets

L'exploitant adresse sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet la déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets. La déclaration est effectuée avant le 31 mars de l'année N+1 pour le bilan de l'année N.

Article 2.7.2. Bilan annuel

Une fois par an, avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière comportant une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

Ce bilan annuel comprend également tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée, et le plan des actions d'amélioration envisagées pour l'année suivante le cas échéant.

Article 2.7.3. Plans

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Sur ces plans sont reportés :

- les dates de levée,
- le parcellaire,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),
- la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,
- la position des clôtures,
- les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones en cours de remises en état en précisant la nature de la remise en état
- les zones de stockage des déchets d'extraction,
- la plate-forme de déchargement des déchets extérieurs,
- les zones remblayées avec des déchets inertes,
- la localisation des installations (traitement de matériaux, transit, bassins, aire de ravitaillement,) et les stocks de matériaux dont les produits finis,
- la localisation des pistes, voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes,

- les zones de préservation au sein de l'emprise autorisée (zones humides, secteurs liés à la biodiversité ..),
- la localisation des secteurs concernés par les mesures écologiques.

Un exemplaire de ce ou ces plans est (sont) transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au minima les documents suivants :

Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Attestation de constitution de garanties financières	Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté
Actualisation des garanties financières	Avant les 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance de l'attestation de garanties financières en cours
Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
Notification de cessation d'activité	Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif
Récolement des dispositions du présent arrêté	Dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté
Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours
Déclaration annuelle des émissions Déclaration annuelle carrière	Annuelle : site de télédéclaration
Plan d'exploitation	A transmettre chaque année
Justification des aménagements préliminaires	Dès réalisation
Déclaration d'incident (tir ou autre)	Dans les plus brefs délais
Dépassement des valeurs limites de vibrations	Sous 1 semaine dès réception du rapport, avec identification de la cause et des mesures prévues
Dépassement de la valeur de référence de poussières	Dans les plus brefs délais
Bilan des mesures de poussières	Annuel, avant le 31 mars de l'année suivante
Dépassement des valeurs limites sur les rejets d'eau	Information à réaliser sans délai dès réception des résultats des mesures
Résultats de la surveillance des rejets aqueux	Fréquence trimestrielle, résultats à transmettre sous 1 mois après la fin du trimestre
Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les cinq ans et dans le cas d'une modification.

Déclaration des expéditions et apports de déchets	Application Trackdéchets pour les déchets dangereux Application RNDTS pour les déchets, terres excavées et sédiments
Dépassement des valeurs limites de bruit	Information à réaliser sans délai dès réception des résultats des mesures

TITRE 3 AMÉNAGEMENTS ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE 3.1 Aménagements préliminaires

Article 3.1.1. Panneaux de signalisation et information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire des panneaux interdisant l'accès du public au site et des panneaux avertissant des dangers du site.

Article 3.1.2. Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Un plan de bornage est établi, tenu à jour et vérifié périodiquement par l'exploitant.

Article 3.1.3. Réseau de dérivation des eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation des eaux de ruissellement empêchant ces dernières d'atteindre les zones en cours d'exploitation est mis en place à la périphérie de ces zones.

Les merlons et talus périphériques sont implantés de manière à ne pas gêner l'écoulement normal des eaux de ruissellement.

Article 3.1.4. Accès à la carrière et aux installations

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.

L'accès à la carrière se fait par la RD 107 puis par les voies communales n°5 bis et la voie n°11 pour terminer sur une piste d'accès à la carrière.

Article 3.1.5. Interdiction d'accès – clôture

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité lui sont transmises

L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les entrées du site sont équipées de portails ou de barrières maintenus fermés lors de toute interruption de l'activité.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien des clôtures, portails et barrières. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Article 3.1.6. Travaux préliminaires à l'exploitation

Lorsque les travaux préliminaires, préalables à la mise en service de l'extension ont été réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires.

CHAPITRE 3.2 Dispositions générales

Article 3.2.1. Horaires autorisés de l'exploitation

L'exploitation est autorisée de 4h à 22h du lundi au vendredi hors jours fériés.

Le fonctionnement des activités respecte les horaires suivants :

Activité	Plage horaire
Décapage	De 7h à 18h
Extraction (2postes, ponctuellement 3 postes)	De 4h à 22h
Foration	De 7h à 18h
Traitement des matériaux : Poste primaire (2 postes, maximum 3) Poste secondaire (2 postes, maximum 3) Poste tertiaire (3 postes)	-de 4h à 22h -de 4h à 22h -de 6h à 22h et de 22h à 6h
Maintenances des installations	De 4h à 20h
Livraison des matériaux	De 6h à 19h

Des opérations de maintenance pourront être effectuées le samedi de 4h à 12h.

Article 3.2.2. Distances limites et zone de protection

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette bande de protection ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 3.3 Conduite d'exploitation

Article 3.3.1. Phasage de l'exploitation

Les travaux sont menés en 6 phases de 5 années et de façon simultanée pour les trois secteurs de « La Ragainière », « Le Fresne » et « Montmartin » conformément au plan de phasage d'exploitation indiqué à l'annexe 3 du présent arrêté.

Article 3.3.2. Décapage et travaux de découverte

Le décapage de la terre végétale est réalisé sur une profondeur de 0,3 à 0,5 mètres. Le volume total décapé ne dépasse pas 105 000 m³ sur 30 ans.

Le volume total des stériles de découverte sur les secteurs de « la Ragainière » ouest et de « Montmartin » ne dépasse pas 2 210 000 m³ sur 30 ans.

Le volume total des stériles de découvertes sur les secteurs du « Fresne » et de « la Ragainière » Sud ne dépasse pas 3 440 000 m³ sur 30 ans.

Article 3.3.3. Extraction des matériaux

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche par gradins successifs. L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs. Les matériaux bruts d'abattage sont repris à la pelle ou au chargeur et transportés par dumper jusqu'aux installations de traitement.

Les quatre zones citées ci-dessous sont exploitées simultanément :

Secteur	Superficie (hectares)	côte d'extraction	minimale
Le Fresne	5,2	-30 m NGF	
Montmartin	18,5	-5 m NGF	
La Ragainière ouest	4	+20 m NGF	
La Ragainière sud	7,3	-10 m NGF	

L'exploitant organise l'extraction en respectant les distances limites et zones de protection définies à l'article 3.2.2. du présent arrêté.

La hauteur des fronts d'exploitation (d'abattage) et de découverte est limitée à 15 mètres. Leur pente est limitée à 80 ° par rapport à l'horizontal. Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. En position ultime, les fronts présentent une inclinaison régulière avec une inter-banquette, large d'au moins 3 mètres.

Les fronts de taille arrivés en position ultime au cours de l'exploitation sont immédiatement purgés et rectifiés.

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Article 3.3.4. Stockage et traitement des matériaux

En complément des installations fixes de traitement des matériaux, une installation mobile de concassage – criblage peut intervenir ponctuellement (60 jours ouvrés en moyenne) selon les besoins (pannes sur l'installation fixe principalement). Cette installation peut être positionnée au plus près des fronts d'extraction.

La puissance de cette installation mobile est inférieure à 200 Kw.

Article 3.3.5. Circulation des engins et véhicules à l'intérieur du site

Les véhicules et leur circulation ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers pour l'environnement extérieur au site. Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de la carrière et leur chargement ne conduisent pas à des pertes de matériaux, envois ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique

CHAPITRE 3.4 Tir de mines

Article 3.4.1. Dispositions générales

Les prescriptions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières imposées en application du code de la défense.

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur par du personnel formé, qualifié et expérimenté.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

Article 3.4.2. Informations préalables au tir et périmètre de sécurité

Les municipalités de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne sont informées des consignes à tenir 24 heures précédant les tirs d'abattage. Sur demande des riverains, ceux-ci sont informés à l'avance des jours de réalisation des tirs de mines par tout moyen adapté convenu avec l'exploitant.

Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisantes pour prévenir du tir est déclenché immédiatement avant la mise à feu.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.

Article 3.4.3. Préparation des tirs de mines

La quantité maximale d'explosif utilisée par tir n'excède pas 7000 kg. La fréquence des tirs est au maximum de deux tirs par semaine (jours ouvrables).

L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs.

Le positionnement des trous de mine sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

La maîtrise de l'épaisseur de la banquette à abattre est assurée par une foration implantée de manière précise et permettant de repérer la position des trous de mines par rapport au front de taille.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner en particulier l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés.

L'épaisseur de la banquette est contrôlée par des moyens appropriés.

Pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception, toutes les dispositions sont mises en œuvre (contrôle de l'inclinaison de foration en cas de nécessité, limitation de la hauteur de foration, contrôles des retards d'amorçage entre trous ..)

Pour limiter au mieux les effets sonores du tir, toutes les dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage)

Article 3.4.4. Valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposable aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

Article 3.4.5. Surveillance des vibrations et de la pression acoustique

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins 1 emplacement en fonction de la position du tir :

- au niveau de ferme du Fresne, ferme de Montmartin, ferme de la Brochardière ou habitation de la Fourmenterie.

A défaut d'accord des propriétaires, un emplacement représentatif de celui susmentionné, aménagé à cet effet et constitué de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagé sur le rocher s'il est affleurant, peut être utilisé pour les mesures.

L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement de la vitesse particulière en fonction du temps dans la bande de fréquence allant de 1 à 150 Hz avec des amplitudes comprises entre 0,25 mm/s et 50 mm/s. Il doit également permettre la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

Les analyseurs de vibrations et les appareils associés (notamment ceux permettant la mesure de la pression acoustique) doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. L'exploitant doit conserver une trace des attestations ou des rapports de contrôles pendant au moins 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesse particulière de 5 mm/s et niveau de pression acoustique de crête de 125 dBL), l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement.

Un contrôle des vibrations et de la surpression acoustique due aux tirs de mines doit être réalisé au minimum annuellement par un organisme compétent et indépendant. Les rapports de contrôle sont conservés par l'exploitant et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.6. Enregistrements

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date et heure du tir ;
- plan du gisement avec position du tir ;
- description détaillée du tir :
 - nombre de trous ;
 - masse totale d'explosifs ;
 - charge unitaire ;
 - nature des explosifs ;
 - mode d'amorçage ;
 - durée du tir ;
 - plan du tir en coupe et vue de dessus ;
 - rapport de foration, résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;
- résultats des mesures de vibrations et de pression acoustique :
 - identification de l'appareil de mesures ;
 - localisation de la mesure ;
 - enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).

Ces informations sont conservées dans un registre spécial archivé pendant au moins 5 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.7. Conservation des résultats

Les plans de localisation des tirs et les résultats des mesures de vibrations et de pression acoustique doivent être conservés pendant toute la durée d'exploitation de la carrière et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.5 Conditions d'admissibilité des déchets inertes pour le remblaiement

Article 3.5.1. Stabilité du remblayage

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Article 3.5.2 Apports extérieurs

Lorsque le remblayage est réalisé avec des apports de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition ..), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux autorisés ci-dessous. Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets visés à l'article ci-dessous peuvent être admis dans l'installation. Les déchets dangereux, en particulier de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R 541-8 du Code de l'environnement, ne sont pas admis dans l'installation. Les déchets suivants sont interdits pour le remblayage de la carrière :

- les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R.541-7, notamment les déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets radioactifs.

Article 3.5.3. Volume et nature des déchets externes acceptés pour le remblaiement

Article 3.5.3.1. Les déchets inertes

La quantité acceptée de matériaux inertes extérieurs destinés au remblaiement ne dépasse pas 250 000 tonnes par an en moyenne et 500 000 tonnes par an au maximum.

Les matériaux inertes proviennent de l'agglomération du Mans, Sablé et Laval.

Les matériaux autorisés pour le remblaiement du site sont les suivants :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et	Uniquement les déchets de construction et de

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
	céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant est interdit.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés aux articles 3.5.3.2. et 3.5.4. du présent arrêté.

Article 3.5.3.2. Les déchets « K3+ »

La quantité acceptée de matériaux dits « K3+ » destinés au remblaiement ne dépasse pas 8 000 tonnes par an en moyenne et 50 000 tonnes par an au maximum.

L'origine géographique des déchets dits « K3+ » correspond aux aires des agglomérations du Mans et de Laval. Ces déchets sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie à l'article 3,5,4.

Ces déchets ne contiennent pas de composés organohalogénés volatils témoignant d'une contamination anthropique.

L'accueil des matériaux dits « K3 » présentant un dépassement des valeurs de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé pour ce même paramètre est suspendu sans délai et l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.

La reprise des apports des matériaux dits « K3+ » ne pourra avoir lieu qu'après validation de l'inspection des installations classées sur la base d'une nouvelle mesure respectant les valeurs limites et les valeurs de référence.

Article 3.5.4. Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter les déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et utilisés pour le remblayage de la carrière.

L'exploitant s'assure en premier lieu que les déchets ne sont pas visés par les interdictions de l'article 3.5.2. du présent arrêté.

L'exploitant s'assure, en particulier, dans le cadre de cette procédure d'acceptation préalable que :

- les déchets figurent dans la liste des déchets précisée à l'article 3.5.3.1. du présent arrêté ;
- les déchets ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;

- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés (le cas échéant, en cas de doute sur la provenance du déchet, une levée de doute selon la norme NF 31-620-2 ou équivalente est menée) ;

- les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante ;

Pour les déchets dits « K3+ », le document préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation et une analyse du contenu total.

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Les valeurs limites à respecter et les paramètres à analyser lors du test de lixiviation sont les suivants :

Paramètre	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de matière sèche
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorure ⁽¹⁾	2400
Fluorure	30
Sulfate ⁽¹⁾	3000 ⁽²⁾
Indice Phénols	3
COT (carbone organique total) sur éluat ⁽³⁾	500
FS (fraction soluble) ⁽¹⁾	12000

⁽¹⁾ Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

⁽²⁾ Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

⁽³⁾ Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Les paramètres à analyser en contenu total et les valeurs limites à respecter sont les suivants :

paramètre	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	60 000 ^(*)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

^(*) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Le producteur des déchets fournit à l'exploitant un document d'acceptation préalable, afin que l'exploitant puisse disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans l'installation.

L'établissement de ce document d'acceptation préalable doit donner lieu in fine à une acceptation ou un refus de recevoir le déchet dans l'installation.

L'évaluation du potentiel polluant des déchets et les résultats des tests de lixiviation sont conservés pendant la durée d'exploitation de la carrière jusqu'à son arrêt définitif et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5.5 Traçabilité des déchets et terres excavées admis pour le remblayage

L'exploitant tient à jour un registre d'admission des déchets et un registre d'admission des terres excavées conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Il consigne pour chaque chargement de déchets l'accusé d'acceptation des déchets ainsi que le résultat du contrôle visuel et le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement.

Ces registres sont conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'admission des déchets et terres excavées utilisés pour le remblayage. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets ou de terres excavées refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.5.6. Mise en œuvre des remblais des déchets

Article 3.5.6.1. Généralités

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus.

Les déchets dits « K3+ » sont reçus hors d'eau et hors nappes.

L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des installations de traitement de déchets dûment autorisées.

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais doivent être effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet. Les déchets doivent être déversés dans l'excavation à partir d'une zone de déchargement sécurisée limitant les risques de chutes des engins dans l'excavation.

La localisation du stockage des déchets inertes et des déchets dits « K3+ » est conforme au plan de localisation indiqué à l'annexe 4 du présent arrêté.

Article 3.5.6.2. Modalités de remblaiement des déchets dits « K3+ »

Les matériaux dits « K3+ » sont utilisés pour le remblaiement :

- du secteur du Fresno, de la cote +65 m NGF à la cote +81 m NGF, pour un volume maximal de stockage de 55 000 m³ ;
- du secteur de la Raginière, de la cote +65 m NGF à la cote +80 m NGF, pour un volume maximal de 65 000 m³.

Dans la zone dans laquelle sont stockés les déchets dits « K3+ » :

- le remblaiement est en appui sur les anciens fronts de taille, à partir d'une cote supérieure à celle du Treulon (+63 m NGF) pour maintenir hors d'eau les matériaux dits « K3+ » au terme du remplissage de la fosse d'extraction lors de la remise en état du site.
- les couches inférieures du remblai sont composées de matériaux inertes conformes aux seuils d'admissibilité de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé ou de stériles de la carrière.
- au sein de chaque niveau, le remplissage se fait par couches successives de 3 m de hauteur. Cette méthode doit permettre de compacter le(s) niveau(x) inférieurs.
- à la base de chaque couche est mise en place une butée de pied de 5 m de haut constituée avec des schistes qui sont compactés créant ainsi une digue de façon à renforcer également la stabilité du remblai.
- entre chaque niveau est aménagée une risberme de 5 m de large environ. La pente globale du dispositif ainsi constitué est de 45°. La dernière couche de matériaux dits « K3+ » est recouverte d'une couche de matériaux inertes sur 4 à 5 m environ.
- une couverture finale est mise en place sur cette ultime couche de remblais. Elle est constituée d'un premier niveau de matériaux argileux sur au moins 1 m d'épaisseur puis d'une couche de terre végétale sur 0,3 à 0,5 m.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les analyses permettant de garantir la bonne application de ces dispositions.

Article 3.5.7. Contrôle par un organisme tiers

L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes et des déchets dits « K3+ » sur le site. Ce contrôle annuel comporte la réalisation a minima de 3 prélèvements de matériaux parmi les matériaux acceptés sur le site pour le remblaiement. Ces matériaux font l'objet des analyses décrites à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Les rapports de ces contrôles, comportant les résultats d'analyse, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans, excepté si les résultats ne sont pas conformes. Dans ce cas les résultats doivent être transmis à l'inspection et conserver jusqu'à la cessation d'activité du site.

Pour la réalisation de ce contrôle annuel inopiné, l'exploitant met en place une convention avec l'organisme tiers qu'il mandate à cet effet. L'exploitant définit les actions correctives si résultats non conformes et en informe l'inspection.

CHAPITRE 3.6 Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état à la fin d'exploitation indiqué à l'annexe 5 du présent arrêté.

TITRE 4 MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE

CHAPITRE 4.1 Intégration paysagère

Article 4.1.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées permettant d'intégrer l'installation dans le paysage. Le site et de ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont aménagés, maintenus propres et entretenus en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets, ... Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place.

L'exploitant procède au nettoyage immédiat de la route en cas de salissure de la voie publique par les véhicules quittant le site.

Article 4.1.2. Impact visuel

Pour limiter l'impact visuel, les mesures sont conformes au dossier déposé le 23 décembre 2021, complété les 04 août 2022 et 19 décembre 2022.

Dès l'obtention de l'autorisation, l'exploitant met en place :

- un merlon paysager de 5 mètres de haut au nord-ouest du secteur Montmartin pour atténuer la visibilité de l'extraction depuis le nord ;
- la plantation d'une haie le long de son itinéraire de la déviation de la voie de desserte de la ferme de Montmartin ;

- la plantation de haies à l'ouest de la dérivation du ruisseau de Montmartin, au sud des limites d'extraction de la Raganière et du Fresno. Le sol fait l'objet d'une préparation pour la plantation des arbres et des arbustes.

La hauteur des stocks de matériaux et de déchets inertes extérieurs avant recyclage ou mise en remblai est limitée à une hauteur de 5 mètres.

CHAPITRE 4.2 Patrimoine archéologie

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

CHAPITRE 4.3 Milieux naturels

Article 4.3.1. Dérogation espèces protégées

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à échéance de l'autorisation, l'exploitant est autorisé à déroger à l'interdiction de :

- la destruction et la perturbation de spécimens d'espèces animales protégées ;
- la destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées.

La dérogation est accordée pour les espèces suivantes :

Insectes :

Cerambyx cerdo | Grand Capricorne (Le)
Coenagrion mercuriale | Agrion de Mercure
Osmodema eremita | Pique-prune

Oiseaux :

Saxicola rubetra | Tarier des prés
Burhinus oedipnemos | Oedipnème criard
Larus fuscus | Goéland brun
Tringa ochropus | Chevalier culblanc
Ardea alba | Grande Aigrette
Alcedo atthis | Martin-pêcheur d'Europe
Cuculus canorus | Coucou gris
Falco nisus | Épervier d'Europe
Buteo buteo | Buse variable
Pernis apivorus | Bondrée apivore
Falco peregrinus | Faucon pèlerin
Cerchneis tinnunculus | Faucon crécerelle
Aegithalos caudatus | Mésange à longue queue
Alauda arborea | Alouette lulu
Certhia brachydactyla | Grimpereau des jardins
Emberiza ciris | Bruant zizi
Emberiza citrinella | Bruant jaune
Carduelis carduelis | Chardonneret élégant
Chloris chloris | Verdier d'Europe
Coccothraustes coccothraustes | Grosbec casse-noyaux
Fringilla coelebs | Pinson des arbres

Pyrrhula pyrrhula | Bouvreuil pivoine
Serinus serinus | Serin cini
Lanius collurio | Pie-grièche écorcheur
Alauda pratensis | Pipit farlouse
Anthus trivialis | Pipit des arbres
Motacilla cinerea | Bergeronnette des ruisseaux
Cyanistes caeruleus | Mésange bleue
Parus major | Mésange charbonnière
Poecile palustris | Mésange nonnette
Prunella modularis | Accenteur mouchet
Regulus ignicapilla | Roitelet à triple bandeau
Erithacus rubecula | Rougegorge familier
Luscinia megarhynchos | Rossignol philomèle
Saxicola rubicola | Tarier pâtre
Cettia cetti | Bouscarle de Cetti
Hippolais polyglotta | Hypolaïs polyglotte, Petit contrefaisant
Phylloscopus collybita | Pouillot véloce
Sylvia atricapilla | Fauvette à tête noire
Sylvia borin | Fauvette des jardins
Sylvia communis | Fauvette grisette
Troglodytes troglodytes | Troglodyte mignon
Dendrocopos major | Pic épeiche
Dendrocopos minor | Pic épeichette
Picus viridis | Pic vert
Athene noctua | Chouette chevêche
Upupa epops | Huppe fasciée
Spinus spinus | Tarin des aulnes
Linaria cannabina | Linotte mélodieuse

Amphibiens :

Bufo bufo | Crapaud commun (Le)
Hyla arborea | Rainette verte (La)
Rana dalmatina | Grenouille agile (La)
Lissotriton helveticus | Triton palmé (Le)
Triton cristatus | Triton crêté (Le)

Reptiles :

Anguis fragilis | Orvet fragile (L')
Zamenis longissimus | Couleuvre d'Esculape (La)
Lacerta bilineata | Lézard à deux raies
Podarcis muralis | Lézard des murailles (Le)
Natrix helvetica | Couleuvre helvétique (La)

Chauves-souris :

Barbastella barbastellus | Barbastrelle d'Europe
Rhinolophus ferrumequinum | Grand Rhinolophe
Myotis mystacinus | Murin à moustaches
Myotis daubentonii | Murin de Daubenton
Myotis emarginatus | Murin à oreilles échancrées

Myotis bechsteinii | Murin de Bechstein
Myotis nattereri | Murin de Natterer
Nyctalus leisleri | Noctule de Leisler
Myotis myotis | Grand murin
Nyctylus noctula | Noctule commune
Plecotus austriacus | Oreillard gris
Plecotus auritus | Oreillard roux
Rhinolophus hipposideros | Petit Rhinolophe
Pipistrellus pipistrellus | Pipistrelle communes
Pipistrellus nathusii | Pipistrelle de Nathusius
Pipistrellus kuhlii | Pipistrelle de Kuhl
Eptesicus serotinus | Sérotine commune

Mammifères (hors chiroptères) :

Erinaceus europaeus | Hérisson d'Europe

Article 4.3.2. Identification de nouveaux impacts

L'exploitant est tenu de signaler au préfet les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement dont la présence n'a pas été relevée dans les investigations réalisées dans le cadre de l'élaboration de l'étude d'impact et dont la présence serait mise en évidence au cours de l'exploitation ainsi que les espèces protégées préalablement identifiées qui se seraient déplacées et pour lesquelles l'exploitation pourrait générer un impact sur les espèces ou sur les habitats.

Dans ce cas, si les travaux conduisent à impacter des espèces ou des habitats d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, non visées au présent arrêté, le maître d'ouvrage est tenu d'établir un dossier de demande de dérogation complémentaire.

Article 4.3.3. Mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement

Article 4.3.3.1. Dispositions générales

L'exploitant met en œuvre les mesures proposées au dossier annexé à sa demande de dérogation et synthétisées aux articles ci-après, suivant les préconisations techniques et administratives détaillées et précisées dans le-dit dossier.

Les engagements respectent les mesures et le calendrier fixés à l'annexe 6 du présent arrêté.

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts des travaux doivent être mises en œuvre dès la phase chantier.

L'exploitant est responsable de la gestion et du suivi de ces mesures sur la totalité de la durée d'exploitation de la carrière. L'obligation de résultats des mesures compensatoires incombe à l'exploitant durant toute la phase d'exploitation.

Article 4.3.3.2. Évitement

Les secteurs identifiés présentant des enjeux sont évités :

- la zone humide (n°7) à enjeu très fort lié au ruisseau de la Prée ;
- une partie de la zone humide à enjeu modéré représentée par la ripisylve du Treulon (zone humide n°5) et de celle à enjeu fort lié au ruisseau de Montmartin (zone humide n°6) ;
- tous les bâtiments (au niveau de Montmartin en particulier) à enjeu fort du fait de la reproduction d'une espèce d'oiseaux à enjeu fort (la Chouette chevêche, de la présence de gîtes potentiels pour une espèce de chiroptères à enjeu fort, la Barbastelle d'Europe).

Article 4.3.3.3. Mesures de réduction des impacts sur les espèces protégées

I - Calage des emprises du projet pour limiter les interventions au niveau des habitats à enjeu très fort, fort ou modéré (MR-1).

L'exploitant s'assure et justifie que :

- concernant la ripisylve du Treulon, à enjeu fort du point de vue de la flore, 74% de la surface est conservée au niveau de l'aire d'étude rapprochée ;
- concernant la zone humide (n°6) liée au ruisseau de Montmartin, notamment dans sa partie amont, à enjeu fort, 13 % de la surface est conservée au niveau de l'aire d'étude rapprochée, représentant 1,09 ha ;
- concernant les milieux boisés à enjeu fort (boisements mésophiles, haies multistrates et haies arborées de feuillus), l'ensemble des haies arborées identifiées, 57% du linéaire de haies multistrates et 42% des surfaces de boisements mésophiles sont conservées ; l'ensemble des arbres identifiés comme favorables au Pique-prune sont conservés ;
- concernant les milieux semi-ouverts à enjeu fort (haies arbustives, fourrés arbustifs mésophiles ou humides et friches herbacées en voie de fermeture) ou modéré (plantations ornementales), favorables à la reproduction de nombreuses espèces d'oiseaux, 70% du linéaire de haies arbustives ; 45% des surfaces de fourrés arbustifs mésophiles, 93% des friches herbacées en voie de fermeture, 83% des plantations ornementales dominées par les conifères et 77% des plantations ornementales dominées par les feuillus sont conservés ;
- concernant les milieux ouverts à enjeu modéré (prairies naturelles mésophiles ou humides, friches herbacées mésophiles ou humides, prairies améliorées et cultures), favorables à la reproduction d'une espèce d'oiseau à enjeu modéré, 87% des prairies hygrophiles pâturées, 100% des prairies méso-hygrophiles pâturées, 56% des prairies mésophiles pâturées, 54% des prairies mésophiles de fauche, 70% des friches herbacées mésophiles, 57% des prairies améliorées et 42% des cultures sont conservés ;
- concernant les milieux aquatiques (ruisseau de Montmartin et de la Prée) favorables au cycle biologique de l'Agrion de Mercure (bras temporaire du ruisseau de Montmartin et fossés) et d'une espèce d'orthoptères, le Grillon des marais (ruisseau de la Prée), 65% du linéaire de ces cours d'eau et fossés sont conservés au niveau de l'aire d'étude rapprochée.

Pendant toute la durée de l'exploitation, des clôtures sont mises en place pour garantir l'absence d'intrusion d'engins de chantier au niveau des espaces destinés à être préservés, en particulier à proximité immédiate des milieux à enjeu fort (réseau de haies et zones humides notamment). Ces clôtures doivent être maintenues en l'état pendant toute la durée de l'exploitation. Leur suivi régulier est assuré par l'exploitant.

II - Adaptation du calendrier des aménagements en fonction des périodes sensibles des espèces animales (MR-2)

En phase de conception du projet, le calendrier des aménagements est calé de manière à prendre en compte les périodes sensibles pour les espèces animales et réduire le risque de destruction accidentelle d'individus présents dans les emprises concernées par les aménagements et présentant de faibles capacités à fuir devant les engins de chantier.

Les aménagements sont réalisés en respectant le calendrier indiqué en annexe 7 du présent arrêté.

Les travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres (au niveau des fourrés, haies et boisements concernés par les emprises du projet) sont réalisés préférentiellement entre le 1er septembre et le 31 octobre mais la plage d'intervention pourra éventuellement s'étendre sur août (pour les fourrés uniquement) et novembre.

Les travaux de décapage (en dehors des zones déjà débroussaillées ou défrichées) et les travaux intervenant au niveau des fronts de taille existants, sont réalisés préférentiellement entre le 1er août et le 31 mars mais la plage d'intervention pourra éventuellement s'étendre sur août et mars.

Les travaux de remblaiement au niveau de l'ancienne fosse à lisier de la ferme de la Raganière sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 octobre.

Les travaux de fin d'alimentation progressive du ruisseau de Montmartin sont réalisés entre le 1er septembre et le 31 mai.

Des pêches de sauvetage en faveur des poissons sont réalisées avant les opérations de remblaiement des cours d'eau.

À l'exception des espèces exotiques envahissantes, les poissons sont remis systématiquement en aval de la zone de travaux.

III - Mise en place de dispositifs de limitation des nuisances associées au projet (MR3)

Au démarrage de chaque phase du projet, des dispositifs de gestion de ruissellement sont mis en place (fossés collecteurs connectés à des bassins de stockage et de traitement), notamment lorsque des milieux aquatiques sont présents à l'aval (en particulier le ruisseau de Montmartin et le ruisseau de la Prée).

L'exploitant respecte les prescriptions définies aux articles 5.2, 8.1.1, 8.2.3 du présent arrêté pour limiter les émissions de poussières, les nuisances sonores et lumineuses en vue de réduire les dérangements générés pour les espèces animales fréquentant les alentours des emprises des aménagements, notamment les oiseaux.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter le dérangement des espèces animales ayant une activité crépusculaire ou nocturne, en particulier les chiroptères en :

- réduisant les zones éclairées et l'intensité lumineuse des luminaires utilisés au strict nécessaire,
 - réduisant la durée d'éclairage par la mise en place des minuteurs ou des systèmes de déclenchement automatique,
 - limitant les déperditions lumineuses latérales par une bonne orientation des lampadaires (pas d'éclairage du bas vers le haut)
 - utilisant des luminaires canalisant le faisceau lumineux pour n'éclairer que la surface souhaitée (luminaires munis d'abat-jours),
 - utilisant des ampoules de couleurs orangées (lampes à sodium basse pression par exemple)...
- Les ampoules de couleur blanche et émettant dans les UV sont proscrites.

IV - Contrôle des arbres favorables aux chiroptères au moment de l'abattage et déplacement des fûts favorables aux insectes saproxylophages (MR4)

Au moment de l'abattage des arbres identifiés comme susceptibles de constituer des gîtes pour les chauves-souris, l'exploitant sollicite un expert chiroptérologue :

- 2 ou 3 jours avant l'abattage pour contrôler la présence d'individus isolés ou de colonies de chiroptères : des écoutes sont réalisées en fin de journée/début de nuit, à l'oreille ainsi qu'au moyen de détecteur d'ultrasons. Dans la mesure du possible, une inspection en hauteur est également réalisée ;
- si des individus ou des colonies sont détectés, pour mettre en place un dispositif permettant d'empêcher le retour au gîte la veille de l'abattage ; ce dispositif peut prendre la forme de la mise en place de projecteurs puissants braqués en direction des cavités occupées durant toute la nuit, ou de la pose de chaussettes anti-retours ;
- le jour de l'abattage, pour assister les opérations d'abattage des arbres concernés, celles-ci devant être réalisées de manière à limiter les chocs violents pour les éléments favorables aux chiroptères et ainsi limiter les risques de mortalité pour les individus. Une fois ces éléments favorables au sol, ils sont temporairement déplacés à bonne distance du chantier d'abattage (20 m minimum) et la cavité est positionnée vers le haut de manière à permettre le départ spontané des individus qui pourraient encore être présents.

Déplacement des fûts favorables aux insectes saproxylophages :

Concernant les arbres identifiés comme favorables aux insectes saproxylophages impactés par le projet, les fûts sont déplacés, de manière à ce que les individus présents puissent y achever leur cycle biologique.

Le déplacement des fûts doit être réalisé avec précaution, le principe étant de les maintenir à la verticale, de ne pas les retourner ni les secouer. Afin que les adultes émergents puissent trouver des conditions qui leur soient favorables à proximité, les fûts sont positionnés au niveau de haies multistrates situées à proximité du projet.

Les opérations d'abattage d'arbres et le respect des préconisations définies ci-dessus font l'objet d'un suivi par l'exploitant, avec l'appui d'un expert écologue.

V - Sauvetage de spécimens d'espèces animales protégées (MR5)

Les opérations de sauvetage des larves d'Agrion de Mercure sont réalisées quelques jours avant le remblaiement. Elles concernent le bras temporaire situé entre Montmartin et la Guétrière.

Ces opérations sont réalisées par le biais d'un « ratissage » du fond du lit au moyen de filets troubleau. Les larves capturées sont transférées au niveau de la dérivation du ruisseau de Montmartin qui aura été réalisée en amont de la phase d'aménagement intégrant le remblaiement du bras temporaire du ruisseau de Montmartin.

L'exploitant modifie l'agencement des opérations de décapage et d'extraction du secteur Est de Montmartin au cours des 4 premières années d'exploitation de manière à assurer la préservation de l'habitat favorable à l'espèce située au niveau du bras du ruisseau de Montmartin. La station accueillant l'espèce pourra coexister avec la portion du ruisseau de Montmartin ayant été dérivée, laquelle présentera des caractéristiques favorables à l'Agrion de Mercure et sera donc susceptible d'être colonisée de manière spontanée par la population maintenue à proximité.

Des opérations ponctuelles de sauvetage d'individus d'espèces protégées d'amphibiens en phase terrestre sont réalisées dès lors qu'une situation de risque de destruction d'individus est avérée. Les espèces potentiellement concernées sont les suivantes : Crapaud commun, Rainette verte, Triton palmé, Grenouille agile et Triton crêté. Toutes les précautions sont prises lors de la manipulation des individus afin d'éviter d'éventuelles blessures voire mortalités. Le protocole sanitaire de désinfection établi par la Société Herpétologique de France (SHF) visant à prévenir les risques de dissémination de maladies (notamment la chytridiomycose) est mis en œuvre. Les individus capturés sont immédiatement relâchés en dehors des emprises des aménagements, au niveau de milieux équivalents à ceux où les individus ont été rencontrés.

VI- Gestion des espèces végétales invasives (MR6)

En amont de chaque phase du projet, les espèces végétales invasives font l'objet d'un repérage et d'une éradication. Cela concerne en particulier les espèces ligneuses identifiées sur le site : le Robinier faux-acacia, quelle que soit la période de l'année. La méthode d'éradication associée à cette espèce consiste en la coupe des pieds ainsi repérés, complétée par un dessouchage. Les matières végétales récoltées dans le cadre de ces opérations d'éradication font l'objet d'une évacuation vers des filières adaptées.

Article 4.3.3.4. Mesures de compensation

I - Plantations de haies multistrates (MC1)

Un linéaire de 4200 m est à planter selon la carte de localisation des plantations de haies multistrates indiquée à l'annexe 8 du présent arrêté.

Elles sont réalisées en octobre ou novembre sur 2 rangs, avec un premier plan constitué d'essences arbustives et un second plan d'essences arborées. Les plants sont espacés de 0,5 à 1 m pour les essences arbustives et de 5 m entre les essences arborées. Les essences sont mélangées afin d'obtenir une structure complète et bien garnie avec des arbres de différentes formes et hauteurs, et d'assurer une diversité biologique. Les essences sont implantées de façon aléatoire pour créer une haie d'aspect naturel, sans répétition de séquences. Les jeunes plants sont protégés des herbivores par la mise en place de grillages adaptés. Les grillages sont enlevés 5 ans après la plantation.

Les essences proposées pour la réalisation de ces haies multistrates sont les suivantes :

- essences arbustives : Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Noisetier (*Corylus avellana*), Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Troène (*Ligustrum vulgare*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Saule marsault (*Salix caprea*), Sureau noir (*Sambucus nigra*), Viorne lantane (*Viburnum lantana*) ;
- essences arborées : Erable champêtre (*Acer campestre*), Charme (*Carpinus betulus*), Châtaignier (*Castanea sativa*), Merisier (*Prunus avium*), Chêne sessile (*Quercus petraea*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Alisier torminal (*Sorbus torminalis*), Orme champêtre (*Ulmus minor*).

Un entretien régulier de ces haies peut être réalisé, si besoin en bordure des parcelles agricoles ou des voiries afin de limiter leur débordement latéral en respectant les préconisations des chambres régionales d'agriculture Bretagne – Pays de la Loire (<https://bretagne.chambres-agriculture.fr/agritheque/detail-publication/actualites/guide-de-gestion-durable-des-haies-1/>).

II - Conservation de haies multistrates existantes en îlots de vieillissement (MC2)

L'exploitant doit assurer la préservation de haies multistrates existantes pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière ; tout abattage d'arbres, y compris de sujets morts ou dépérissants sont proscrits, pour garantir la maturation du milieu en faveur des espèces caractéristiques des haies bocagères matures (notamment les espèces cavernicoles).

Un entretien de ces haies est réalisé, uniquement et si nécessaire, en bordure des parcelles agricoles ou des voiries afin de limiter leur débordement latéral.

III - Aménagements écologiques au niveau des merlons paysagers (MC3)

Au niveau des merlons paysagers envisagés au nord et à l'est du secteur de Montmartin et en bordure de l'autoroute, des plantations arbustives en bouquets sont aménagées pour former une mosaïque de milieux arbustifs et herbacés visant à compenser la destruction d'habitats pour les espèces caractéristiques des milieux semi-ouverts (notamment des oiseaux comme le Bruant jaune ou la Linotte mélodieuse). La surface totale à planter représente 5 ha.

Ces plantations arbustives sont réalisées au moyen d'espèces locales répondant à la marque « Végétal local ». Les plants doivent être espacés de 0,5 à 1 m, en mélangeant des essences de manière aléatoire, et ils doivent être protégés des herbivores par la mise en place de grillages adaptés. Les grillages sont enlevés 5 ans après la plantation.

Les essences proposées pour la réalisation de ces plantations sont les suivantes : Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Noisetier (*Corylus avellana*), Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Troène (*Ligustrum vulgare*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Saule marsault (*Salix caprea*), Sureau noir (*Sambucus nigra*) et Viorne lantane (*Viburnum lantana*).

Un entretien est réalisé en périphérie des massifs afin de limiter leur débordement latéral et permettre le maintien d'une mosaïque avec des milieux ouverts herbacés qui sont également entretenus par une fauche annuelle tardive (entre le 1er septembre et le 31 octobre), avec export des produits de fauche, de manière à éviter le développement d'espèces ligneuses.

Les merlons paysagers font l'objet de la création de deux dépressions humides de 200 et 400 m² et de profondeurs variables, de 0,20 à 1 m maximum.

Ces dépressions alimentées uniquement par les eaux météoriques sont imperméabilisées par la mise en place d'une couche d'argile de 20 à 30 cm sur leur fond afin de maintenir l'eau le plus longtemps possible.

IV - Aménagements écologiques au niveau du Treulon, du ruisseau de Montmartin et du ruisseau de la Prée (MC4)

L'exploitant réalise les travaux suivants :

- la plantation d'une ripisylve au niveau de la dérivation du Treulon, au sud de la zone d'extension du Fresne d'un linéaire total de 643 m.

Les essences arborées utilisées pour la plantation de cette ripisylve correspondent aux essences observées au niveau de la section impactée, à savoir principalement l'Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), le Frêne commun (*Fraxinus excelsior*) et le Chêne pédonculé (*Quercus robur*). Les plants sont disposés sur 2 lignes, en quinconce, avec des écartements variables (de l'ordre de 6 à 10 m maximum). Des essences arbustives sont ajoutées, notamment le Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), le Prunellier (*Prunus spinosa*), le Saule cendré (*Salix cinerea*) ou encore le Sureau noir (*Sambucus nigra*), lesquelles sont espacées de 0,5 à 1 m.

- la création de prairies humides au niveau de la dérivation du ruisseau de Montmartin, envisagée au sud de la zone d'extension de Montmartin ainsi qu'au niveau de la rive gauche du ruisseau de la Prée au sud du secteur de la Raganière.

Les surfaces de prairies humides créées représentent à minima 7,05 ha (2,85 ha au niveau du ruisseau de Montmartin et 4,2 ha au niveau de la Prée).

Ces prairies font l'objet d'un entretien permettant d'éviter leur colonisation par des espèces ligneuses. Cet entretien prend la forme :

- soit d'une fauche avec export réalisée tous les ans en fin d'été/début d'automne,
- soit d'un pâturage avec un chargement modéré (entre 0,5 et 1 UGB/ha/an) et en proscrivant une mise à l'herbe trop précoce.

Tout apport de fertilisants et de produits phytosanitaires ainsi que toute opération de drainage, remblaiement, mise en eau permanente et imperméabilisation sont proscrits.

V - Remise en état de secteurs remblayés ou délaissés (MC5)

La remise en état du secteur d'environ 2 ha situé entre le ruisseau de Montmartin et la zone d'extraction future de la Raganière Ouest et du secteur d'environ 5,5 ha situé entre le ruisseau de la Prée et la zone d'extraction actuelle est réalisée selon les prescriptions de l'article 1.6.3 du présent arrêté.

VI - Création des zones humides

La délimitation de l'emprise surfacique des zones humides est réalisée conformément à l'arrêté de délimitation des zones humides du 24 juin 2008 modifié, et l'analyse fonctionnelle des zones humides compensées est réalisée via la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides (version 1, ONEMA, 2016).

a) création d'une zone humide au niveau de la dérivation du Treulon (MC6)

Afin de compenser les zones humides détruites au niveau de la dérivation du Treulon, l'exploitant mène les aménagements spécifiques suivants :

- des débordements dans le lit majeur avec un débit débordant compris entre Q1 (débit de retour 1 an) et Q2 (débit de retour 2 ans) ;
- la mise en place a minima de 50 cm de substrat biogène au sein du lit majeur ;
- la largeur du lit majeur a minima de 5 mètres de part et d'autre du lit mineur, ou d'une vingtaine de mètres sur une seule rive ;
- la plantation d'une ripisylve arborée sur les deux rives du cours d'eau restaurées et ensemencement herbacé sur l'ensemble du lit majeur reconstitué. L'ensemencement est réalisé de préférence au moyen du régalage des terres décapées sur les zones humides détruites, sinon par apport de mélanges de graines spécifiques adaptés aux milieux humides. Afin de favoriser une implantation rapide de la végétation pour limiter l'érosion, l'implantation d'une herbacée annuelle est possible.

La dérivation s'implante sur une surface équivalente à 300 % de la surface impactée (soit 1,9 ha). La mesure comprend également des talus et des affleurements rocheux en dehors du lit majeur.

b) création d'une zone humide au niveau de la dérivation du ruisseau de Montmartin (MC7)

Au niveau de la dérivation du ruisseau de Montmartin, l'exploitant mène les aménagements spécifiques suivants :

- des débordements dans le lit majeur favorisés avec un débit débordant équivalent au Q 0,5 (débit de retour 6 mois) ;
- la mise en place de 50 cm minimum de substrat biogène au sein du lit majeur afin de permettre l'engorgement des sols et favoriser l'implantation d'espèces végétales de zone humides ;
- le lit majeur, variant de 15 à 30 mètres de part et d'autre du lit mineur d'une largeur de 3 à 5 m ;
- des plantations herbacées et la gestion par fauche annuelle tardive (entre septembre et octobre) avec export des produits de fauche ;

La surface du lit majeur (hors lit mineur et talus) est de 2,2 ha.

c) création d'une zone humide au niveau du ruisseau de la Prée (au sud du secteur de la Raganière (MC8)

L'exploitant mène les aménagements spécifiques suivants :

- le décapage et mise en merlon de substrat biogène sur 50 cm sur l'ensemble de la zone à travailler (talus et emprise de la mesure) ;
- le terrassement à plat à une cote proche de celle du cours d'eau (entre 69,5 et 62 m NGF) afin de favoriser les débordements ;
- la mise à plat sur une largeur de 30 à 45 mètres depuis le haut de berge du ruisseau (sans modifier le profil en travers du lit mineur), sur un linéaire de 1 100 m ;
- le régalage de la terre végétale sur 50 cm de hauteur minimum sur l'ensemble du lit majeur recréé ;
- l'ensemencement et la gestion par fauche annuelle tardive (entre septembre et octobre) avec export des produits de fauche. L'ensemencement est réalisé de préférence au moyen du régalage des terres décapées sur les zones humides détruites, sinon par apport de mélanges de graines spécifiques adaptés aux milieux humides. Afin de favoriser une implantation rapide de la végétation pour limiter l'érosion, l'implantation d'une herbacée annuelle est possible.

Article 4.3.4. Suivis environnementaux

Les suivis sont ciblés sur l'emprise de projet, les secteurs de compensation, et les espèces remarquables recensées lors de l'état initial, et pourront s'étendre à toute nouvelle espèce remarquable recensée.

Les suivis sont réalisés tous les ans pendant 3 ans après leur mise en œuvre, puis renouvelés en année n+5, puis tous les 5 ans pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière.

- le suivi de l'avifaune est réalisé les trois premières années et effectué ensuite tous les 5 ans à raison de 3 passages de terrain par an (2 au printemps et 1 en été) équivalent à 2 jours/an ;
- le suivi reptiles et amphibiens est réalisé les trois premières années et effectué ensuite tous les 5 ans à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps et 2 en été). Le recensement des reptiles est effectué par recherche visuelle et poses de plaques reptiles (en quantité suffisamment importante pour couvrir l'ensemble du site). ;
- le suivi des chiroptères est réalisé les trois premières années et effectué ensuite tous les 5 ans à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps, 1 en été et 1 en automne) ;
- le suivi des insectes est réalisé les trois premières années et effectué ensuite tous les 5 ans à raison de 3 passages de terrain par an (1 au printemps et 2 en été)
- le suivi de la végétation est réalisé les deux premières années et effectué ensuite tous les 5 ans à raison de 2 passages de terrain par an (1 au printemps et 1 en été).
- le suivi des haies plantées est réalisé en années n+1, n+3, n+5 puis ensuite tous les 5 ans. Le taux de reprise minimum des plants à n+3 et n+5 devra être de 90 % sur chaque linéaire créé.
- le suivi des zones humides évitées et des zones humides compensatoires comportant une délimitation des ZH réglementaires est réalisé en années n+2, n+3, n+5, n+10, n+15 et n+20. La méthode nationale d'évaluation des fonctions des ZH est mise en place en complétant le tableur via les onglets prévus à cet effet afin de comparer les résultats effectifs avec les gains simulés en phase projet. A défaut d'obtenir les surfaces et les fonctions attendues trois ans après les travaux, le pétitionnaire est tenu de corriger les mesures existantes ou d'ajouter des mesures supplémentaires permettant de compenser effectivement les impacts du projet.
- le suivi de la hauteur de la nappe de la zone MC8-Ruisseau de la Prée est réalisé en continu (données journalières) grâce à un piézomètre installé au plus tard après l'obtention de l'autorisation et jusqu'à 2 ans après travaux, de manière à vérifier l'engorgement en eau prolongée des horizons superficiels du sol pendant au moins une partie de l'année.

- un suivi de l'hydromorphologie des cours d'eau déviés, sera réalisé par un professionnel, dans les deux ans suivant les travaux : profil en long et profils en travers, afin de vérifier la conformité à l'étude hydologique fournie. Des mesures de rectification seront mises en place si nécessaire. La périodicité de suivi est ensuite de 6 ans (T2 ; T8 ; T14 ; T20 ; T26). Si des désordres hydromorphologiques sont constatés, le pétitionnaire est tenu de corriger les mesures existantes ou d'ajouter des mesures supplémentaires permettant de compenser effectivement les impacts du projet.

L'exploitant assure une surveillance des espèces invasives, en particulier au niveau des secteurs d'exploitation, mais également au niveau des sites de compensation (zones humides et cours d'eau notamment).

L'exploitant rend un rapport complet de suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité de ces mesures. Ce rapport notifie la date de mise en œuvre de chacune des mesures précitées et met en évidence les actions réellement mises en œuvre, leurs coûts, leur efficacité, les difficultés rencontrées, et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques.

Le rapport est produit lors de chaque année de suivi prescrite et jusqu'à la fin de la durée de gestion des mesures.

Si les suivis concluent à l'insuffisance ou à l'absence d'atteinte de l'objectif attendu, en termes de qualité et/ou de quantité, l'exploitant met en œuvre des mesures correctives complémentaires dès que possible, qu'il proposera aux services de l'État pour validation, avec l'objectif de garantir l'absence de perte nette de biodiversité à l'issue de son projet d'aménagement (L. 110-1 II 2° du Code de l'environnement).

Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées, à la DDT avant le 31 mars de l'année suivant celle du suivi.

Un registre des actions des écologues pendant la phase travaux (date, lieu, description sommaire de l'intervention, observations, nombres individus déplacés...) est tenu et mis à disposition de l'inspection des installations classées et de la DDT sur demande.

Article 4.3.5. Dépôt sur GéoMCE et Depobio

Conformément à l'article D. 411-21-1 du code de l'environnement, l'exploitant dépose les données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des mesures de suivi des impacts environnementaux sur l'interface « depobio » suivante : <https://depot-legalbiodiversite.naturefrance.fr/>

Les données doivent être versées dans les six mois après chaque campagne d'acquisition de données.

Par ailleurs, en application de l'article L. 163-5 du code de l'environnement, l'exploitant envoie à l'inspection des installations classées et à la DDT sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des données nécessaires au remplissage des mesures de compensation dans l'outil dédié GéoMCE.

Les données sont envoyées :

- au format dédié fichier gabarit v2.2.2, téléchargeable à l'adresse suivante:

https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/zip/gabarit_geomce_v2.2-2.zip

La notice d'utilisation du fichier d'import des mesures, téléchargeable à l'adresse suivante:

https://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice_fichier_gabarit_v2.pdf

- à l'adresse ddt-see@ sarthe .gouv.fr

Les données relatives à l'évitement, la réduction et l'accompagnement peuvent également être jointes dans le même format.

TITRE 5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 5.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses et y compris en période d'inactivité. En particulier, les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Article 5.1.2. Prévention des envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de notamment par :

- le décapage réalisé en dehors des périodes sèches et de fort vent ;
- le transfert des matériaux entre les différents postes de traitement par tapis ;
- l'aspiration des fines sur le poste tertiaire ;
- l'entretien régulier et fréquent des installations pour éviter les accumulations de poussières sur les structures et les alentours ;
- l'arrosage si nécessaire des pistes et de la voie d'accès en période sèche ;
- la limitation de la vitesse des camions à 30 km/h sur le site, affichée à l'entrée de la carrière ;
- l'entretien régulier du chemin d'accès au site si besoin ;
- le passage imposé par un lave-roues à déclenchement automatique (détection de la présence du camion) ;
- le bâchage systématique des camions en sortie du site ;
- le nettoyage des abords des installations et la stabilisation des pistes d'accès au site, de la voirie publique, jusqu'à l'accès à la zone d'exploitation de la carrière et l'entrée de la zone de stockage de matériaux.

CHAPITRE 5.2 Rejets canalisés

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations.

CHAPITRE 5.3 Mesures des retombées de poussières

Article 5.3.1. Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesures ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) :

Sous réserve de l'acceptation des occupants, il est proposé un suivi au lieu-dit la Maison Neuve. Il n'est pas sous l'influence de la carrière, mais se trouve à peu près à la même distance de l'autoroute que la carrière ;

- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soin, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites des propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) :
- 6 stations localisées à proximité des premières habitations, sous les vents dominants, sous réserve de l'acceptation des occupants : la station à la ferme de Montmartin est maintenue tant que les occupants sont présents (la ferme sera inhabitable et inutilisable durant toute la phase d'exploitation des terrains sur

Montmartin). À défaut d'accord des riverains, les 6 jauges de type b seront installés à proximité des premières habitations riveraines.

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominant (c). Deux stations implantées en limite de site sous les vents dominants.

Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois et la localisation des points de mesures des retombées de poussières est conforme au plan de localisation indiqué à l'annexe 9 du présent arrêté.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au présent arrêté, la fréquence trimestrielle devient semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe suivant du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle que sera explicitée dans le bien annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 5.3.2. Suivi des retombées atmosphériques totales

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées conformément à la réglementation en vigueur.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point (b) du plan de surveillance.

Article 5.3.3. Conditions de la surveillance - station météorologique

La vitesse et la direction du vent, la température, et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.3.4. Bilan annuel de la surveillance des retombées des poussières

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées, mesures de rejets et mesures des retombées dans l'environnement.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de la valeur de référence, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

TITRE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 6.1 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement des installations sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elles respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Sarthe Aval.

CHAPITRE 6.2 Prélèvements et consommation d'eau

Article 6.2.1. Origines, volumes et usages des approvisionnements en eau

Il n'y a aucun forage pour un usage de l'eau hors surveillance de la qualité des eaux souterraines sur le site. Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux superficielles.

L'eau utilisée sur le site provient :

1) du réseau local d'adduction en eau potable. Le prélèvement n'excède pas 50 m³/an.

Il alimente uniquement les locaux du personnel (bureaux et atelier).

2) du pompage des eaux d'exhaure cumulé sur les zones d'extraction de Montmartin et de la Ragainière.

Le volume total prélevé dans la nappe souterraine n'excède pas 55 000 m³/an. Les autres apports proviennent des eaux pluviales .

Les eaux d'exhaure prélevées sont utilisées pour assurer les besoins en eau :

- le lavage des matériaux primaires scalpés (débourbeur) qui est de 300 m³/heure, soit 230 000 m³/an.
- le lavage des gravillons tertiaires qui est de 200 m³/h sur 220 jours par an. Le circuit des eaux de lavage fonctionne totalement en circuit fermé ;
- l'arrosage des pistes qui représente entre 2 500 et 3 000 m³/an ;
- le lavage des engins ;
- l'alimentation pour l'appoint du rotolue du pont bascule et du circuit de pulvérisation d'eau au sein des installations de traitement, estimé à 30 m³/heure.

Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. L'utilisation d'eaux pluviales récupérées est autant que possible privilégiée.

Les équipements de prélèvement d'eau sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les installations consommatrices d'eau (installations de lavage des matériaux, lavage des gravillons, rotolue) sont munies de compteurs individuels afin de suivre finement la consommation d'eau de chaque installation, identifier les éventuelles dérives, et définir le cas échéant les actions correctives nécessaires. Ces compteurs sont relevés a minima mensuellement.

L'exploitant consigne sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées, les éléments de suivi suivants :

- les volumes prélevés mensuellement dans le milieu naturel (nappe souterraine) et le total annuel, ainsi que le relevé de l'index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les volumes d'eau consommés par chaque installation munie d'un compteur individuel ;
- l'estimation du volume d'eaux pluviales recyclées ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Article 6.2.2. Prescriptions particulières en cas de sécheresse

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils définis dans l'arrêté préfectoral « cadre » en vigueur, définissant des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- afin d'éviter les gaspillages d'eau et les risques de pollution accidentelle, des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.

Lors du dépassement des seuils d'alerte ou de crises, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.

Afin d'identifier les mesures à prendre en cas de sécheresse, l'exploitant réalise un diagnostic de réduction des consommations d'eau sous sa responsabilité. Ce diagnostic est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et mis à jour régulièrement.

CHAPITRE 6.3 Collectes des effluents liquides

Article 6.3.1. Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 6.4.1. du présent arrêté est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Article 6.3.2. Plan des réseaux et du circuit de l'eau sur le site

Un schéma de tous les réseaux et un plan du circuit de l'eau sur l'ensemble du site sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).

Article 6.3.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur mise en fonctionnement, leur entretien préventif et la fréquence de leur vérification (au minimum annuelle) sont définis par une consigne.

CHAPITRE 6.4 Traitement et rejets des effluents

Article 6.4.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux domestiques,
- Eaux polluées issues de procédé des installations,
- Eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées sur les aires de circulation et de parking des véhicules,
- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées de ruissellement sur les zones de stockage de déchets et de matériaux,
- Eaux d'exhaure sans usage, issues des météoriques et pompage de la nappe souterraine.

Article 6.4.2. Eaux résiduelles domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 6.4.3. Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé de l'installation de traitement des matériaux (lavage des granulats) sont interdits à l'extérieur du site autorisé. Ces eaux sont intégralement recyclées pour ce poste.

Le circuit de recyclage est conçu de manière qu'il ne puisse pas donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.

Les pompages d'eau et le lavage des matériaux sont stoppés dès qu'apparaît un risque de débordement des bassins de décantations ou des lagunes, avec un risque de rejet d'eaux chargées de matières en suspension.

Article 6.4.4. Eaux de ruissellement des zones de stockages des déchets inertes

Au cours de l'exploitation de la carrière, les déchets inertes utilisés pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation les déchets inertes et les déchets « K3+ » utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ne doivent pas dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Article 6.4.5. Conditions de rejet des eaux canalisées (eaux d'exhaure -eaux pluviales – eaux de nettoyage) dans le milieu naturel

Au droit de la plate-forme technique, les eaux pluviales sont gérées par un réseau d'avaloirs et canalisations souterraines qui les dirigent vers la fosse d'extraction.

Les eaux canalisées sont dirigées vers des bassins de décantation, vers des lagunes ou vers des bassins de collecte et ne peuvent être rejetées dans le milieu naturel, qu'après avoir subi, le cas échéant un traitement (neutralisation, décantation).

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent, après traitement les prescriptions suivantes :

Paramètre	Valeur de référence
Ph	compris entre 5,5 et 8,5
Température des effluents	inférieure à 30°C
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) (norme NF T 90 105)	inférieure à 35 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène) (norme NF T 90 101)	inférieure à 125 mg/l sur effluent non-décanté
HC (hydrocarbures) (norme NF T 90 114)	inférieure à 10 mg/l
Modification de couleur du milieu récepteur	inférieure à 100 mg/Pt/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Sur le secteur de Montmartin, le rejet se fait dans le ruisseau de Montmartin au niveau de sa partie déviée dans la masse d'eau FRGR0489 dite du Treulon et de ses affluents depuis sa source jusqu'à sa confluence avec l'Erve.

Sur les secteurs de la Ragainière et du Fresne, le rejet se fait dans le Treulon, dans la même masse d'eau.

Le débit maximum du rejet dans le Treulon est de 2 000 m³/jour. Le débit maximum du rejet dans le ruisseau de Montmartin de 430 m³/jour.

Article 6.4.6. Autosurveillance des rejets d'eaux d'exhaure, pluviales, eaux de nettoyage

L'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle des rejets d'eaux d'exhaure et pluviales sur les deux points de rejet situés sur les secteurs Montmartin et Ragainière/Fresne selon les prescriptions définies à l'article précédent ci-dessus. Le suivi est réalisé au point de rejet, en amont et à l'aval.

La fréquence devient mensuelle en cas de dépassement d'au moins une des valeurs limites ou des valeurs de référence. La surveillance reprend à la fréquence trimestrielle lorsqu'aucune des valeurs n'est dépassée.

Les résultats de cette surveillance des rejets au milieu naturel sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois après la réalisation des prélèvements par le biais de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

La qualité des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures avant nettoyage de l'équipement fait l'objet d'un suivi annuel.

La quantité des eaux rejetées fait l'objet d'un suivi au moins mensuel.

Les mesures sont effectuées par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions.

Article 6.4.7. Surveillance du milieu récepteur – en amont et en aval des points de rejet

L'exploitant met en place une surveillance du milieu en amont et aval de ces points de rejet des eaux du site. Un prélèvement de ces rejets est réalisé deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux.

Les eaux prélevées font l'objet d'analyses par un laboratoire agréé pour les paramètres pH, couleur, MES, DCO ainsi que pour les paramètres suivants : As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice Phénol, Hydrocarbures et tout autre paramètre jugé pertinent pour s'assurer de la non dégradation du milieu.

Les résultats de cette surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces résultats sont comparés aux valeurs de référence pertinentes et notamment à celles figurant dans l'arrêté ministériel relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur.

A chaque analyse, l'exploitant effectue le comparatif entre les valeurs mesurées au point amont et au point aval de ses rejets pour les différents paramètres. Il trace dans un registre l'ensemble des résultats ainsi que ce comparatif et les suites données sur la base de l'impact de cette dégradation. La fréquence de surveillance est notamment ajustée en fonction de ces résultats, la fréquence minimale étant biannuelle. L'exploitant informe sans délai l'inspection lors de résultats indiquant une dégradation significative du milieu entre l'amont et l'aval de ses rejets, et engage le cas échéant sans délai les actions nécessaires pour supprimer l'impact sur le milieu de ses rejets.

Article 6.4.8. Suivi sur les tronçons dérivés du Treulon et Montmartin

Au niveau des tronçons dérivés des ruisseaux du Treulon et de Montmartin, pendant la durée des travaux, un suivi de la qualité des eaux à l'amont et l'aval des dérivations est effectué de manière hebdomadaire et réalisé après de forts événements pluviaux. Il débute trois semaines avant le début des travaux de la zone impactée et est poursuivi un mois après la fin de travaux.

Les paramètres suivis sont le PH et les MES (par une mesure de la turbidité in situ).

En cas de dépassement d'un des paramètres, l'exploitant informe l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement persistant d'un des paramètres, l'exploitant définit et met en oeuvre un plan d'action pour assurer un retour à la conformité.

Article 6.4.9. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution.

Article 6.4.10. Aménagement des points de prélèvements

Les émissaires de rejet doivent être équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures. Les pompes de rejet sont équipées de compteurs totalisateurs de débit.

Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

CHAPITRE 6.5 Eaux Souterraines

Article 6.5.1. Réalisation des piézomètres

L'exploitant met en place un réseau constitué :

- de deux piézomètres situés en amont et en aval hydraulique et permettant la connaissance de la qualité de l'eau circulant dans l'aquifère de socle,
- de deux points de prélèvements supplémentaire :
 - puisard de la zone de remblai tant que celui-ci est accessible en sécurité,
 - puis d'un piézomètre supplémentaire situé en aval
- un piézomètre afin de suivre la hauteur de la nappe de la zone du ruisseau de la Prée conformément à l'article 3.4.4. (suivis environnementaux) du présent arrêté

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.

Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.

L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

Article 6.5.2. Programme de surveillance des eaux souterraines

Pour l'ensemble des piézomètres (excepté pour le piézomètre défini à l'article 3.4.4.(suivis environnementaux), l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois.

Le rapport présentant les résultats de ces analyses précise le sens d'écoulement de la nappe et donc les mesures réalisées en amont et en aval, intègre l'historique des mesures précédentes sur les 5 dernières années et les commentaires de l'exploitant. L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées de résultats indiquant une pollution des eaux souterraines, ainsi que des mesures prévues et/ou mises en place pour y remédier.

En chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les eaux prélevées doivent faire l'objet d'analyses par un laboratoire agréé pour les paramètres pH, conductivité, nitrates, ammonium ainsi que pour les paramètres suivants As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice Phénol, Hydrocarbures.

La fréquence de surveillance est notamment ajustée en fonction de ces résultats, la fréquence minimale étant biannuelle. L'exploitant informe sans délai l'inspection lors de résultats indiquant une dégradation significative du milieu entre l'amont et l'aval, et engage le cas échéant sans délai les actions nécessaires pour supprimer l'impact sur le milieu de ses rejets.

Les résultats de cette surveillance doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois après la réalisation des prélèvements par le biais de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisée conformément à la norme NF X31-615.

TITRE 7 DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 7.1 déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Article 7.1.1. Volumes et utilisations des déchets d'extraction

Les volumes de déchets d'extraction générés selon les secteurs sont les suivants :

secteurs	Terre végétale	Découverte	Schistes
Montmartin	55 000 m ³	1 100 000 m ³	-
Le Fresne	34 000 m³	260 000 m³	940 000 m ³
La Ragainière	16 000 m ³	850 000 m ³	2 500 000 m ³
Total	105 000 m³	2 210 000 m³	3 440 000 m³

La terre végétale décapée est utilisée pour l'aménagement des zones humides, le réglage des merlons paysagers, la création des haies. Elle peut être stockée provisoirement.

Les stériles de découverte sur les secteurs de la Ragainière ouest et de Montmartin, du Fresne et de la Ragainière Sud sont utilisés pour remblayer les fosses d'extraction et édifier des merlons périphériques aux zones d'extraction.

Les autres déchets sont :

- les résidus de scalpage au poste primaire dont le volume total est de à 300 000 m³. Les résidus sont stockés de manière définitive dans la zone d'extraction.
- les fines de lavage naturelle sans ajout de flocculant dont le volume total est de 3 000 à 5 000 tonnes/an. Elles sont utilisées dans la zone d'extraction comme matériaux de remblaiement.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets d'extraction résultant de l'activité de la carrière, utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière, ou pour la réalisation et

l'entretien des pistes de circulation ou des merlons, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 71.2. Installations de stockage des déchets d'extraction

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

La localisation des installations de stockage des déchets d'extraction est conforme au plan de localisation des zones de stockage indiqué à l'annexe 10 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2 Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

CHAPITRE 7.3 Déchets autres que les déchets d'extraction

Article 73.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Article 7.3.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Article 7.3.3. Obligation de tri « 5 flux »

L'exploitant trie à la source les déchets non dangereux de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois par rapport aux autres déchets, conformément aux articles L541-21-2 et D543-278 à D543-287 du code de l'environnement, afin de favoriser leur réutilisation et leur recyclage.

Les déchets appartenant aux catégories précitées peuvent être conservés ensemble en mélange. L'exploitant doit organiser leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

L'exploitant doit pouvoir justifier du respect de cette obligation notamment, en cas de cession de ces déchets à un tiers, il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les attestations mentionnées à l'article D543-284.

Article 7.3.4. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation pour traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

Article 7.3.5. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 du Code de l'environnement pour les déchets de papier, métal, plastique, verre et bois.

Article 7.3.6. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées dans ce présent arrêté, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.

Article 7.3.7. Transports et registre chronologique

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants qui est conservé pendant au moins trois ans. Le contenu de ce registre est fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Pour les déchets dangereux ou déchets POP produits ou expédiés, l'exploitant transmet par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné ci-dessus. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

L'exploitant émet, pour tout lot de déchets dangereux ou déchets POP expédiés vers l'extérieur, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.8. Déchets issus des tirs de mines

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement et à prévenir le risque d'explosion.

Le brûlage des déchets (emballages, cartons) à l'air libre est interdit.

TITRE 8 PRÉVENTIONS DES NUISANCES SONORES ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 8.1 Limitation des émissions sonores

Article 8.1.1. Aménagement

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émissions dans l'environnement par les installations relevant du livre V – Titre 1 du Code de l'environnement, ainsi que dans les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les aménagements suivants sont réalisés et contribuent à la maîtrise des émissions sonores de la carrière :

- pour le secteur de Montmartin : implantation d'un merlon de 5 m de hauteur en limite Ouest et d'un merlon de 5,50 m de hauteur en limite Sud du périmètre d'extraction ;
- pour le secteur de la Ragainière : implantation d'un merlon de 5 m de hauteur de limite Sud et Ouest de périmètre d'exploitation ;
- Pour le secteur de Fresne : implantation d'un merlon de 5 m de hauteur en limite Sud et Est du périmètre d'exploitation.

Article 8.1.2. Horaires et activités

Le fonctionnement des activités respectent les horaires fixés à l'article 3.2.2. du présent arrêté.

La simultanéité des activités ne doit pas être source de dépassement du seuil sonore réglementaire.

Les activités de la foreuse et du poste de décapage se limitent à la période diurne 7h-18h.

CHAPITRE 8.2 Niveaux acoustiques

Article 8.2.1. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux installations n'engendrent pas, dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruits en limites d'exploitation.

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous :

Période et niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h à 22h (Sauf dimanche et jours fériés)	Période de nuit de 22h à 7h (ainsi que dimanche et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du site, y compris les véhicules et les engins.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.

Article 8.2.2. Autosurveillance des niveaux sonores

L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle de niveaux sonores en limites de propriétés et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée. La campagne de mesure comprend au minimum les points de mesures de bruits mentionnés en annexe 11 du présent arrêté.

Une campagne de mesure est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

Ces mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel de 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans les conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier sur

une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'urgences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.

En cas de dépassement des valeurs réglementaires, l'exploitant transmet les résultats de la campagne de mesure à l'inspection des installations classées, avec son analyse et les descriptions des mesures correctives mises en œuvre. Dans les autres cas, ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.3. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation d'énergie et les nuisances pour le voisinage, les éclairages extérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 9 PRÉVENTIONS DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 9.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Les dispositions mises en œuvre sont les suivantes :

- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquages au sol, consignes...) ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend également toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

CHAPITRE 9.2 Caractérisation des risques

Article 9.2.1. État des matières stockées

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'état des matières stockées est mis à jour régulièrement et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des stockages.

L'ensemble de ces documents est facilement accessible et tenu en permanence à la disposition des services de secours.

Article 9.2.2. Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes, électrocution ...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

Article 9.2.3. Réseaux, canalisations et équipements

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).

Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Article 9.2.4. Dispositif de rétentions, des pollutions accidentelles

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.

Le séparateur à hydrocarbures doit être nettoyé aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Les justificatifs du nettoyage du séparateur à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la

norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale des fûts lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

En particulier, le carburant nécessaire pour le ravitaillement des engins est stocké dans une citerne avec enveloppe double peau. Cette citerne est positionnée sur l'aire étanche.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Aucun stockage de liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Des moyens sont mis en œuvre pour vérifier leur niveau de remplissage, à tout moment, et empêcher notamment leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, un dépassement de niveau haut déclenche une alarme.

IV. Les rétentions doivent être correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Le fond des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées.

Les produits répandus en cas d'accident doivent être récupérés. Ils ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés soit éliminés comme les déchets.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. L'exploitant dispose de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. De tels kits sont présents sur le site. Des kits anti-pollution sont également présents dans les engins.

VII. Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un engin entraînera son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

VIII. Le remplissage du réservoir des engins ou de l'installation de traitement des matériaux est réalisé sous surveillance.

CHAPITRE 9.3 Prévention des incendies

Article 9.3.1. Autorisation de travail – permis de feu

Sur les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Article 9.3.2. Moyen de lutte contre l'incendie

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose :

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³, accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) ;
- un panneau signalera cette réserve (lettre rouge sur fond blanc précisant « réserve d'incendie capacité 120 m³ ») ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...) à proximité de l'installation de distribution de carburant.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent disposera d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

En cas d'incendie, les eaux polluées seront collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination.

Article 9.3.3. Vérification périodique des équipements de lutte contre l'incendie

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 9.3.4. Risque géotechnique et stabilité

L'exploitant veille à la stabilité des terrains.

En particulier, l'exploitant définit une organisation pour limiter le plus possible l'infiltration des eaux de précipitation sur les plateformes en amont des fronts de découverte et en amont de la zone de mis en œuvre des remblais.

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulière avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu sans délai soit à une intervention soit à une sécurisation de la zone. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaire.

L'exploitant met en place une traçabilité de cette surveillance et de ces interventions. Il informe l'inspection dans les meilleurs délais.

Article 9.3.5. Formation du personnel – consignes

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, en particulier à proximité du stockage d'hydrocarbures, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la nécessité de collecter et de confiner les eaux d'extinction d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 10- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10.1 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Saint-Denis-d'Orques et Viré-en-Champagne et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Saint-Denis-d'Orques et Viré-en-Champagne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10.2 Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants, conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du code de l'environnement).

Article 10.3 Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, la Sous-préfète de l'arrondissement de La Flèche, les maires de Saint-Denis-d'Orques et de Viré-en-Champagne, le directeur départemental des territoires, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

E. Guerin

ANNEXE 1 : Parcelles concernées par l'autorisation

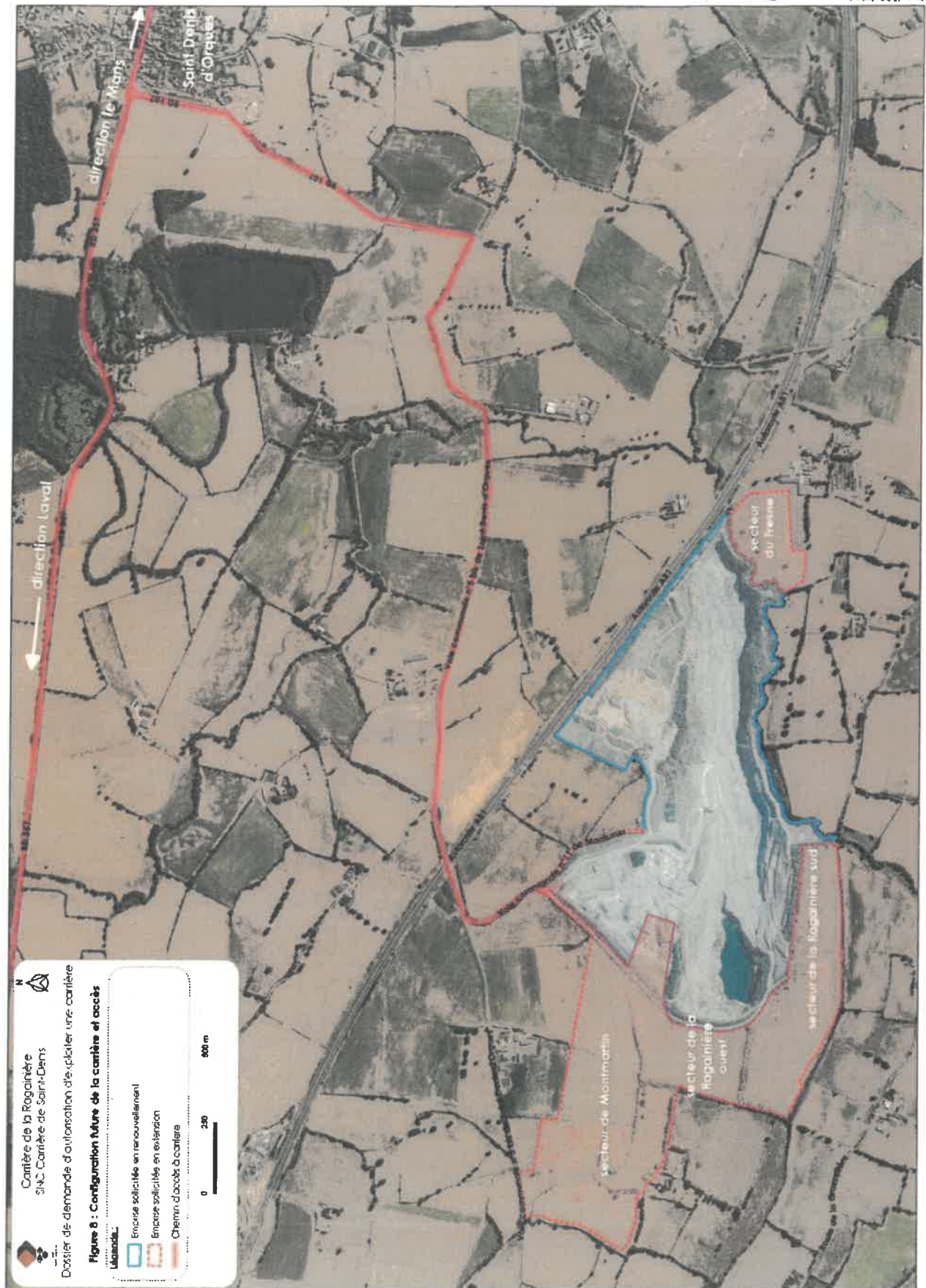
Tableau 5 : Parcelles sollicitées en extension sur la commune de SAINT-DENIS-D'ORQUES

Section	Lieux-dits	Initial	Division 1		Surface cadastrale (m²)	Surface demandée (m²)	Nature de la maîtrise foncière
		n°	Section	n°			
ZW	Le Grand Bois	2pp	ZW	96 pp	48 396	4 582	Propriété
	Le Grand Bois	29pp			10 235	1 480	Foretage
	Le Grand Bois	41			10 240	10 240	Propriété
	La Ragainière	43			51	51	Propriété
	La Ragainière	44			41	41	Propriété
	La Ragainière	45			51	51	Propriété
	La Ragainière	46			43	43	Propriété
	La Ragainière	70pp			267 824	246 706	Propriété
	La Ragainière	74			543	543	Propriété
	La Ragainière	83pp			2480	2 400	Propriété
	La Ragainière	86pp			5977	2 441	Propriété
	La Ragainière	89pp			92683	61 893	Foretage
	La Ragainière	92			30 005	30 005	Prêt à usage
	La Ragainière	95	/	/	9051	9051	Propriété
VC n°11pp						5 058	Propriété
CR n°79						4 565	Propriété
ZX	Montmartin	12pp			1 250	1 060	Propriété
	Montmartin	13pp			5 980	5 490	Foretage
	Montmartin	14			10 520	10 520	Foretage
	Montmartin	15			1 480	1 480	Propriété
	Montmartin	16pp			71 520	54 696	Foretage
	Montmartin	29			55	55	Foretage
	Montmartin	30 pp			314 601	103 560	Foretage
	Montmartin	34pp			3 545	3 289	Foretage
	La Guénière	36pp			93 605	63 410	Foretage
TOTAL extension sur SAINT-DENIS-D'ORQUES						622 710	
ZW	La Ragainière	6	/	/	230	230	Propriété
ZW	La Ragainière	7	/	/	9 280	9 290	Foretage
ZW	La Ragainière	36	/	/	491	491	Propriété
TOTAL renouvellement sur SAINT-DENIS-D'ORQUES						901 601	

Tableau 3 : Parcelles sollicitées en renouvellement sur la commune de VIRE-EN-CHAMPAGNE

Section	Lieux-dits	Initial	Division 1		Surface cadastrale (m²)	Surface demandée (m²)	Nature de la maîtrise foncière
		n°	Section	n°			
ZC	Pré de la Jarebière	1pp	ZC	14	27 390	15 440	Propriété
ZC	Pré de la Jarebière	Section déviée du Treulon (ancien tracé)	ZC	15	2 052	2 052	Propriété
TOTAL renouvellement sur VIRE-EN-CHAMPAGNE						17 492	

ANNEXE 2 : Périmètre d'autorisation



ANNEXE 3 : Plan de phasage de l'exploitation

Le présent arrêté est annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 13 NOV 2024
Le Préfet

[Signature]



3



Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 13 NOV 2024
Le Préfet

Comité de la Haguitière
110 Comité de Saint-Ferdin.

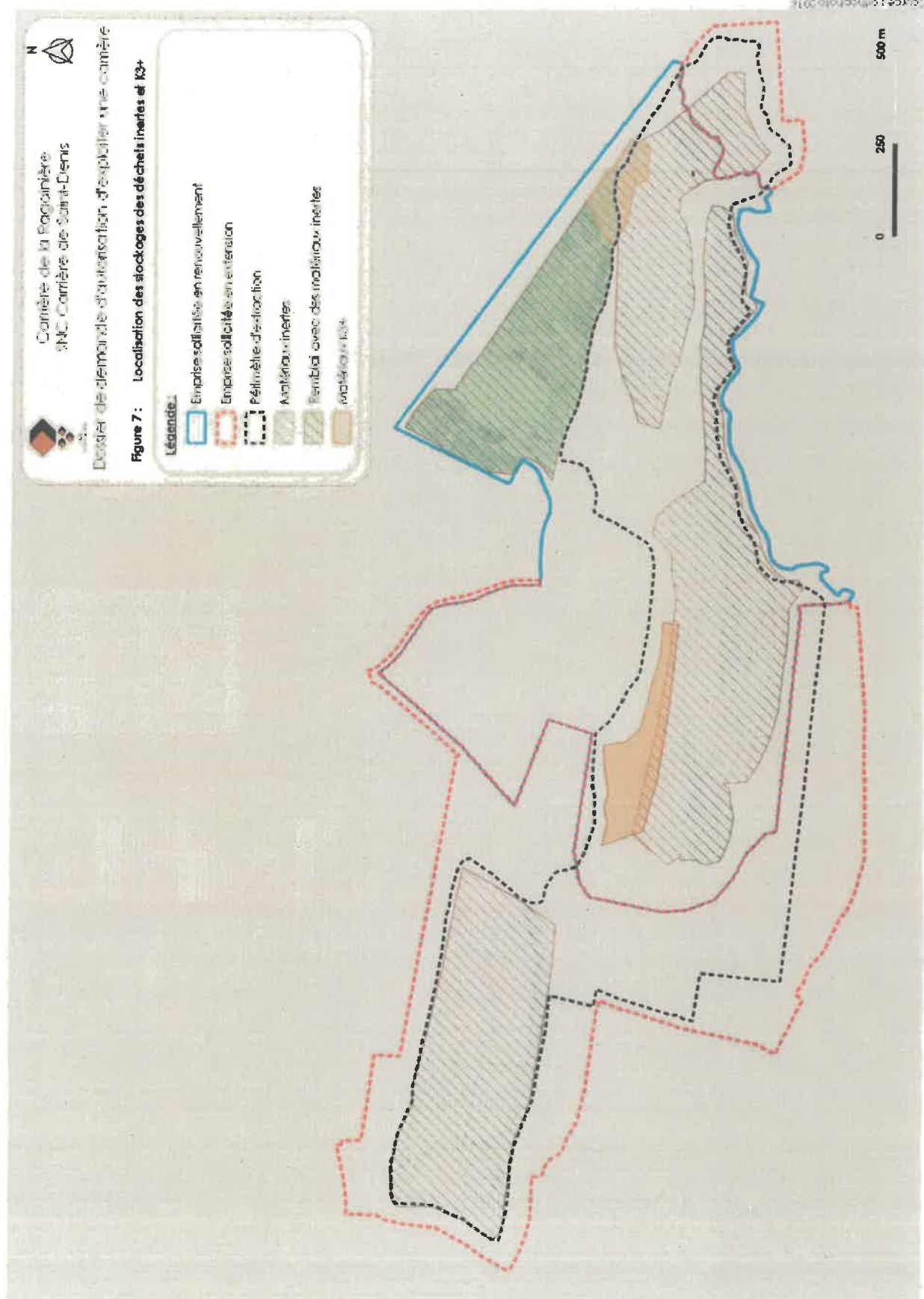
Figure 14 : Plan de phasage prévisionnel de 10 à 15 ans





Combiner les deux listes
des Commandes de construction
desseins de commandes d'installation et des commandes de commande

ANNEXE 4 : Plan de localisation des zones de stockage des déchets inertes et K3+



68



Chm

ANNEXE 6 : Calendrier de réalisation des mesures ERCA

Tableau 104 : calendrier de réalisation des mesures ERCA

	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
Mesures d'évitement et de réduction						
ME1 ME2 MR1	Préservation des secteurs non concernés par le projet (clôtures)					
MR2	Adaptation du planning en fonction des périodes sensibles pour la faune					
MR3	Dispositifs de limitation des nuisances					
MR4	Contrôle arbres à chiroptères et déplacement fûts à insectes saproxylophages					
MR5	Sauvetage Agrion de Mercure	Sauvetage amphibiens dans emprises				
MR6	Eradication et surveillance de la flore invasive					
Mesures de compensation						
MC1	Plantations haies multistrates	-	-	-	-	-
MC2	Conservation haies en fûts de vieillissement					
MC3	Aménagements écologiques merions paysagers			-	-	-
MC4 MC6 MC7 MC8	Aménagements écologiques dérivations Treulon et ru de Montmartin + ru de la Prée	-	-	-	-	-
MC5	Restitution zone Nord	Restitution zones Raganière Ouest et Sud	-	-	-	Restitution zone installations de traitement
Mesures d'accompagnement						
MA1	-	-	-	-	-	Création plans d'eau
MA2	-	-	-	-	-	Conservation fronts de taille
MA3	-	-	-	-	-	Création milieux humides temporaires

[Signature]

ANNEXE 7 : Calendrier des aménagements (MR2)

		Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Débroussaillage et abattage d'arbres	Oiseaux												
	Chiroptères												
	Amphibiens												
	Reptiles												
Décapage des emprises / Interventions au niveau des fronts de taille	Oiseaux												
Remblaiement du bassin de la Raganière	Amphibiens												
Remblaiement du ruisseau de Montmartin	Insectes (odonates)												
Période d'intervention conseillée													
Période d'intervention déconseillée (mais envisageable)													
Période d'intervention déconseillée													

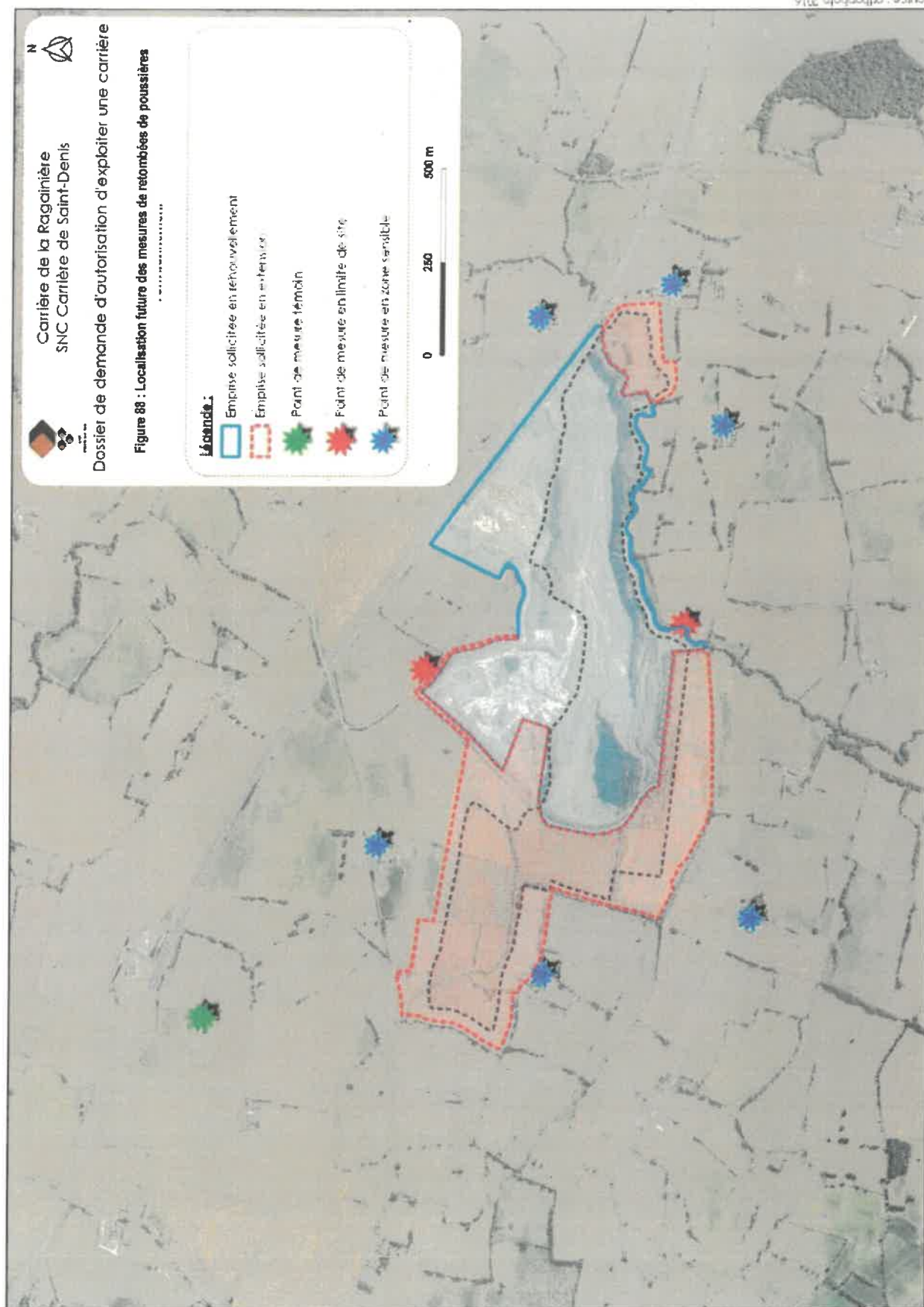
ANNEXE 8 Carte de localisation des plantations de haies multistrates

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 13 NOV. 2024
Le Préfet



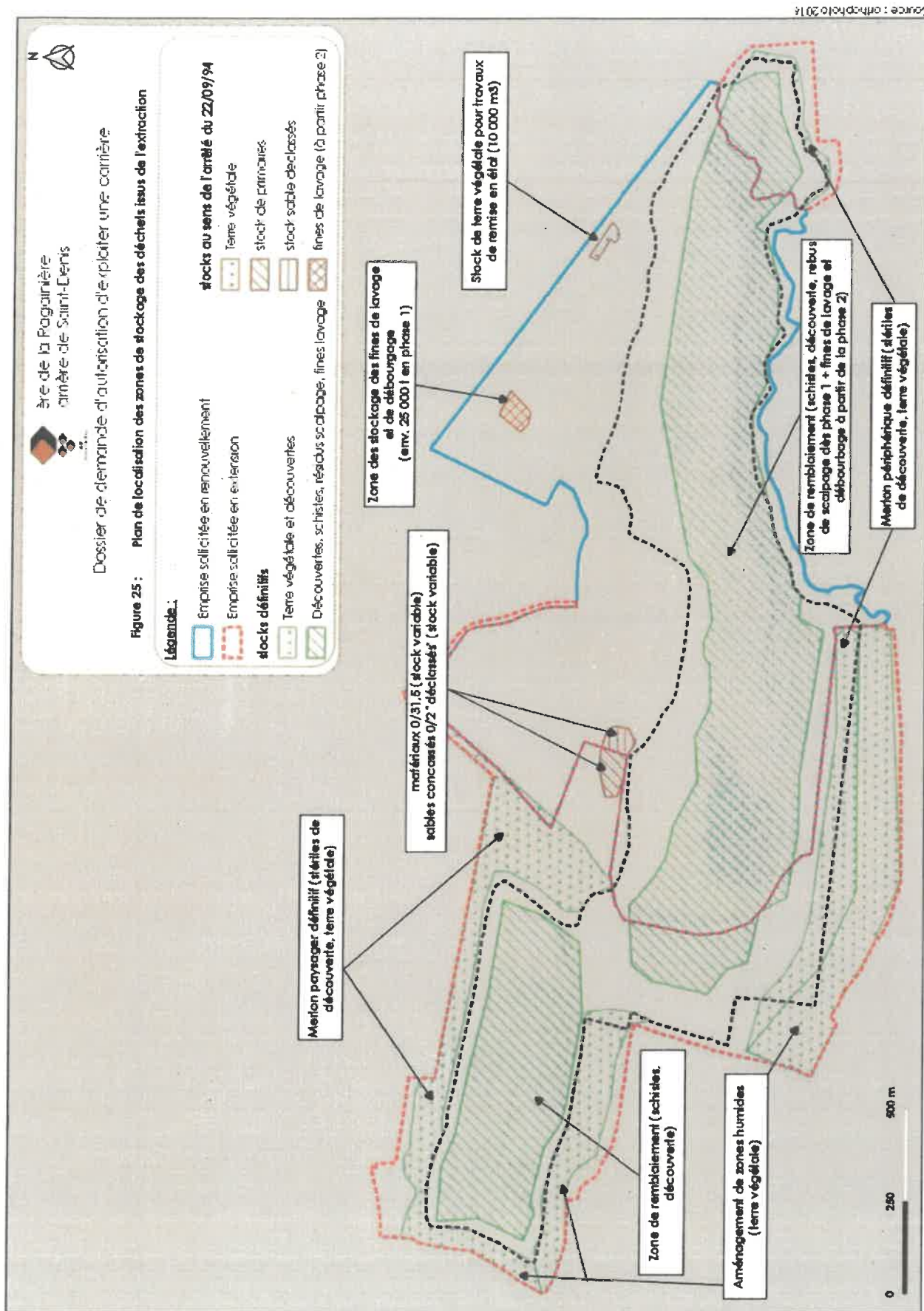
ANNEXE 9 : Plan de mesures des retombées de poussières

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 13 NOV. 2024
Le Préfet



ANNEXE 10 : Plan de localisation de stockage des déchets d'extraction

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 13 NOV. 2024
Le Préfet



ANNEXE 11 : Plan de localisation des points de mesure de bruit

